

Jansénius inédit

Notre édition de la *Correspondance de Jansénius* ¹⁾ ne semble avoir été complétée jusqu'à ce jour que par l'article de J. Mogenet, *Trois lettres inédites de Jansénius* ²⁾, où se trouvent publiés deux autographes conservés au Musée de Mariemont, à savoir

une lettre du 5 avril 1636 à Corselius dont nous n'avions pu que signaler l'existence (p. 606, n. 1) : elle prend le n° CC.S dans notre classement

et une lettre du 10 août 1637 au président Roose (n° CCXIII.S), ainsi que la lettre du 25 mars 1636 à Roger Ooms dont nous avons seulement reproduit un résumé détaillé (n° CCX). L'autographe en a été récemment acquis par la Bibliothèque de l'Université de Louvain.

Nous avons nous-même constaté d'autres lacunes dans notre édition. Il ne nous paraît pas utile d'allonger cet article par des textes qui ne sont plus inédits et ne portent d'ailleurs pas la signature de Jansénius, tels que

les deux lettres à lui adressées par Zypaeus ³⁾ les 13 octobre et 8 novembre 1627 au sujet de la bibliothèque léguée par L. Beyerlinck à l'Université ⁴⁾

ou la lettre du « Recteur et de l'Université de Louvain » à l'Université de Salamanque en date du 29 juillet 1627 qui est son

¹⁾ Bibliothèque de la Revue d'Histoire Ecclésiastique, fasc. 25, Louvain-Paris, 1947.

²⁾ *Revue d'Histoire Ecclésiastique*, vol. XLVII (1952), n° 1-2, pp. 201-209.

³⁾ Voir sur lui, *infra*, n° CCVIII bis.

⁴⁾ *Annuaire de l'Université catholique de Louvain*, 1853, pp. 229-232. L'archiprêtre d'Anvers L. Beyerlinck (cf. sur lui la *Correspondance*, pp. 600-602) avait offert par testament à l'Université d'acheter sa bibliothèque à moitié prix. Chargé de s'en occuper par ses confrères, Jansénius discuta avec l'exécuteur testamentaire F. van der Zype et obtint que la rente correspondante ne fût que de trente florins (le prix fixé par les experts était de 1450 florins) (*Acta Universitatis*, 5 juin, 16, 17 octobre et 21 décembre 1627, Bruxelles, Archives générales du Royaume, fonds de l'Université de Louvain, t. 65). Ce n'est que pendant son rectorat

œuvre⁵⁾. En attendant le résultat de nouvelles enquêtes⁶⁾, nous publions ici divers documents dont plusieurs nous ont été signalés par le R. P. Lucien Ceyssens dont l'extrême complaisance fait part à d'autres chercheurs des découvertes qui ne rentrent pas dans le cadre, pourtant si vaste, de ses explorations méthodiques. Nous lui devons les transcriptions des pièces CXXXII.S, CXXXIII.S et CCVIII bis. Il a en outre bien voulu nous faire parvenir les photographies des lettres CCIX.S et CCX.S que le R. P. Hoppenbrouwer, du couvent des Grands Carmes de Rome (10, via Sforza Pallavicini), avait pris l'initiative exceptionnellement généreuse de faire photographier à notre intention. Nous remercions également tous ceux qui nous ont accordé avec beaucoup de bienveillance l'autorisation de reproduire des inédits dont ils ont la garde :

M. le chanoine Claeys Bouuaert, vicaire général, pour la bibliothèque du Grand Séminaire de Gand,

M. le chanoine Tambuyser, conservateur des archives de l'archevêché de Malines,

le regretté J. Bruggemann et M. le Dr. J. Van de Ven, directeur des Archives provinciales d'Utrecht, à qui ont été confiées les archives de l'ancien clergé épiscopalien (O. B. C.) de Hollande,

les conservateurs des Archives Générales du Royaume de Belgique et en particulier M^{lle} L. van Meerbeck.

(septembre-décembre 1635) que Jansénius put loger ces livres dans la bibliothèque de l'Université qui lui doit son existence (cf. *Correspondance*, pp. 600-602 et le t. VI de nos *Origines du jansénisme, Jansénius, sa vie et son œuvre*, en préparation).

⁵⁾ On en trouvera la traduction espagnole dans l'article du P. PEREZ Y GOYENA, S. J., *C. Jansenio en Madrid*, dans *Razón y Fe*, t. 57, 1920, pp. 322 sq.

⁶⁾ La première lettre adressée par Jansénius à Corselius le 4 octobre 1635 (cf. *Correspondance*, p. 593) doit être celle dont le *Catalogue analytique des autographes... du bibliophile Jacob* (vente du 25 mai 1840, Paris, 1840, s. v^o) donne un résumé certainement inexact : « Il le remercie de sa bienveillance à l'égard d'un imprimeur malheureux. Il parle du collège de Louvain où il était professeur [!]; de la mort d'un chanoine... A. S., 2 pages in-folio en latin ».

M. P. Gorissen, des Archives Générales du Royaume, a bien voulu nous signaler aussi l'existence parmi les lettres missives de l'Audience de lettres adressées par Jansénius pendant son épiscopat au gouverneur général des Pays-Bas.

LXXVIII.S.

Grâce à l'appui du magistrat de la ville et des Etats de Brabant, les jésuites avaient été sur le point d'obtenir en 1624 le droit d'enseigner les humanités et la philosophie à Louvain. Devant l'opposition de la Faculté des Arts, l'Infante avait pourtant renvoyé les parties à Madrid. Député le 5 juin par l'Université, Jansénius avait obtenu le 3 octobre 1624 du Roi une sentence provisoire, mais entièrement favorable. L'Infante ayant refusé de la notifier jusqu'au 2 avril 1625, Jansénius passa pourtant l'hiver à Madrid. Il est naturel que son collègue J. Schinckelius l'ait, au nom des commissaires de l'Université, prié de s'occuper d'autres litiges. L'Alma Mater en avait en particulier un très ancien avec les Fugger qui refusaient de s'acquitter à Louvain de la fondation à laquelle ils étaient obligés par le testament fait à Madrid en 1595 par le docteur Jean Myl dont ils étaient les exécuteurs. Le procès dura de 1597 à 1633 (cf. *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, t. 19, 1883-1884, pp. 269-275 — *Correspondance*, p. 280, n. 1).

JANSÉNIUS À J. SCHINCKELIUS ⁷⁾

6 février 1625.

Eximie domine M. N.,

Ut petitioni vestrae satisfacere, conatus sum variis viis expiscari, si quid bonorum immobilium in Hispania possiderent Fuggeri. Varie responsum est, aliis affirmantibus, aliis negantibus. Certum est quidem eos hic magnas divitias possidere, sed fere sunt bona tum a Rege, tum a Magnatibus oppignerata; atque inter ea est mons ille non aluminis sed argenti vivi, quem suis impensis exhauriunt, proprietate ad Regem spectante. Sed quamvis hic multa praedia haereditaria possiderent, illa via non esset vobis tentanda ad facilem solutionem obtinendam. Nam cum debita sunt liquida, tunc vi scedulae obligatoriae quae vel executionem adjunctam habeat, vel ab ipso debitore agnoscatur, statim intra triduum cogi possunt ad solutionem sub gravibus poenis parti applicandis nisi solvant, et mox duplicandis: vel si aliquod debitum non est integrum sed aliquid inceperit solvere, nominantur duo ex Consilio Contadores qui liquident totum, et ad solvendum id quod superest cogant. Sunt autem Fuggeri hic in pecunia ditissimi, ita ut si vel millionem deberent, solutio esset in promptu. Interest tamen scire, an debitum sit factum in Hispania, an in Germania, an alibi fortas-

⁷⁾ Cf. sur lui, *infra*, CLXXXVII. S, note 16.

sis, nam ibi conveniendi primo judicarentur. Deinde sciendum quam obligationem Fuggeri de acceptis dederint, et an cum stipulatione de solvendo interesse. Quod si ita sit, non solum reditus, sed et reditus redditum cogentur solvere. Quapropter ut vobis pertinenter de toto negotio responderetur, necesse fuisset hic ad manum habere copiam clausulae testamentariae, si per testamentum illis tradita sit pecunia, copiam scedulae obligatoriae Fuggerorum : item quo statu sit debitum, et [*de quod*, barré] ubi sit factum, et si quid aliud scire operae pretium judicaveritis. Illis nam habitis res tota fideli alicui advocato proponi potuisset, [*qui*, barré] et certo sciri quibus viis facile et secure solutio potuisset peti et obtineri. Aliquid fortasse a me praestari circa hoc potuisset, si in diuturno hoc otio illa fuissent ad manum. Vale plurimum Ex. Domine. Madrito, 6. febr. 1625.

Ex. Dominationi vestrae / deditissimus / C. Janssenius

Adresse : Eximio viro ac M. Nostro / Joanni Schinckelio / S. Th. doctori ac professori.

Autographe, La Haye, Rijksarchief (BRUGGEMANN, *Inventaris...*

O. B. C. n° 1037, f° 428).

CXI.S.

Cette lettre fut écrite au nom du Recteur et de l'Université (cf. *Correspondance*, p. 384, n. 1), par Jansénius qui, à son retour à Louvain, ne jugea pas inutile de réchauffer l'ardeur des collègues espagnols dont il avait obtenu des promesses lors de son second séjour dans la péninsule. Si Salamanque ne fournit pas l'appui escompté et ne semble même pas avoir répondu à Jansénius (cf. la lettre citée *supra*, note 5), c'est que les jésuites venaient de déférer à l'Inquisition le mémoire composé quelques mois plus tôt contre leurs prétentions où le professeur Jean de Balboa avait parlé de leurs « propositions erronées ». Bien que le cardinal dominicain Ant. Zapata ait refusé de censurer une pièce « qui ne touchait pas le dogme » (cf. LLORENTE-PELTIER, *Histoire critique de l'Inquisition d'Espagne*, 2^e éd., Paris, 1818, t. II, pp. 423-426), Philippe IV, qui tenait beaucoup à son collège de Madrid (cf. *Correspondance*, p. 278, n. 6) en fut choqué et l'Université de Salamanque reçut le 1^{er} mai 1627 du cardinal de Trejo l'ordre de supprimer l'écrit de Balboa (J. SIMÓN DIAZ, *Historia del colegio imperial de Madrid*, Madrid, 1952, t. I, p. 80, cf. *Correspondance*, p. 391). Néanmoins l'acte de fondation du 10 juin 1628 en tint compte puisqu'il supprima la chaire de « Sumulas y Logica » prévue par le projet précédent, n'accorda pas la collation des grades et

réduisit même la dotation (SIMÓN DIAZ, pp. 91 sq.). L'enseignement des « mathématiques, politique et économie » contre lequel nous allons voir Jansénius s'élever, fut en revanche maintenu : ne s'agissait-il pas d'instruire sur place les enfants des courtisans ?

JANSÉNIUS À L'UNIVERSITÉ DE SALAMANQUE

23 avril 1627.

Sapientissimi, Eximii, Clarissimique Viri,

Amoris et honoris officia quibus Cornelium Jansenium, ac in eo Universitatem nostram complexi et prosequuti estis, quando solemniter in conclave inductum, in sinu deinde vestro, tanta favoris propensissimaeque voluntatis declaratione fovistis, ac splendidissime magnificentissimeque in celeberrimo sanctitate atque eruditione patrum Augustinianorum coenobio sumptu publico excepistis, adeo alte sui sensu animum ejus et nostrum pervaserunt impleveruntque, ut qui in iis excipiendis personam nostram vobis exhibuit, in iisdem recensendis vicissim vos ipsos nobis sistere, symbolaque affectus vestri non tam nobis enarrare, quam facto repraesentare oculisque subjicere videretur : nempe quae Hispaniarum facile princeps est, in nobis studiorum nomine colendis coeteris etiam anteire voluit. In illo ergo reduce affectus vestri quasi vivam imaginem exosculati sumus, prolixumque et munificum vestrum erga nos studium, isto in primis litterarum testimonio consignandum, recognoscendumque duximus : quarum deinde beneficio contractam inter nos amicitiam explicare, et contra communem Academicarum instituti adversarium, communicatis consiliis auxiliisque tueri possimus. Non mediocriter nobis arridet, quod, ut animis, ita judiciis convenimus, commune scilicet Academicarum jus, propriamque earum haereditatem contra privilegium quod sibi a Pio V et Gregorio XIII datum Clerici Societatis Jesu praetendunt oppositis omnium Academicarum corporibus, adeoque totius Christiani Orbis viribus in hoc bellum adscitis, apud communem [v^o] Reipublicae Christianae omniumque Academicarum partem vindicandam esse, securimque ad radicem admovendam ; ut semel, antiquato privilegio quodam, in presentissimam Academicarum omnium desolationem, Clerici illi urgent, fida pax et tranquillitas famosioribus Universitatibus, quas illi necdum incorporarunt, constare possit. Triginta et amplius anni sunt ex quo Societas ista varie nos lacessivit, pluribusque et gravissimis praejudiciis Summorum Pontificum et Serenissimorum Belgii principum repulsa, adeo nihil de conatu occupandae Universitatis nostrae remisit, ut quo saepius victa, eo vehementius pertinaciusque ad victoriam anhelarit. Quos domi seu in Belgio conficere se posse desperavit, mutata belli sede in Hispaniis facilius feliciusque subigi posse speravit : ubi si de nobis triumpharet, Universitates Hispanicas eodem jure in suam potestatem servitutemque redigeret.

Nos adversarios iisdem vestigiis prosequuti tanto securiorem victoriam nobis a Deo et Catholico Rege promisimus, quanto plures illic nobiscum et pro nobis contra unam Societatem essent depugnaturi, et periculum quod ex Ordine ad unam Belgii Universitatem minus forsitan iudicum animos commovisset, ex communi ut illustrissimarum Academicarum apprehenso interitu vehementius illos excitaret ad periculosum hunc conatum penitus suppressendum. Restat ergo ut remedium quod utrique probamus de communi Academicarum foedere ineundo gnaviter exequamur. Nostrum erit Belgicas et Burgundicam, vestrum Hispanicam conjungere, ut Hispanicis ac Belgicis Burgundicisque solemniter inter se foedere junctis, Gallicae deinde ac Polonicae in eandem foederis societatem nostro exemplo polliceantur. Quo simul [r^o] omnes Romam accurrentes, eo in loco malum hoc suffocet, unde suam jactat originem. Confoederationis haec summa erit, jura et privilegia Universitatibus generalium studiorum communia, junctis consiliis, opibus, patrocinis adversus Clericorum Societatis Jesu molimina tueri, ac in primis jam dicta Pii V et Gregorii XIII privilegia quae illi obtinent amoliri. Deinde professiones mathematicas, politicas, oeconomicas et si quae sunt aliae hujus generis, quas illi triviales facere conantur, Academicis, ad quas proprio jure spectant, vindicare. Et quoties illi unius aut plurium Universitatum jura ad se trahere coeperint, omnes illico quasi ad commune incendium restinguendum accurrant. Si quid est aliud in quo operam nostram desideretis, inprimisque si eam opportunam apud Regem fore arbitramini, ad dissipandam illam machinam Madritensem, quam Societas in perniciem Academiae vestrae et vicinarum excitare contendit, libenter et sedulo in id omnes conspirabimus quo Ecclesiae et Reipublicae Christianae et vestra salus promoveatur. Deus Academiae Vestrae florentissimum statum in Ecclesiae suae ornamentum ac fulcimentum felicissime permanere faciat. Lovanio, non. Calendas Maias anno 1627.

Copie (Grand Séminaire de Gand, Registrum secretarii, n^o 70 et 71).

CXXXII.S.

Grand protecteur de l'Université et de Jansénius lui-même, l'adversaire le plus redoutable des jésuites à la Cour de l'Infante dont il était le médecin ordinaire, l'Italien André Trevisius (cf. sur lui la *Correspondance*, pp. 412 sq.) avait en particulier fait son affaire personnelle du litige d'Ath : le magistrat de cette ville ayant permis le 1^{er} juin 1628 aux jésuites d'y ouvrir un collège, Trevisius arrivait dès le 11 dans la ville à la tête d'une délégation de Lovanistes et offrait 200 florins au collège municipal si l'autorisation était retirée à l'établissement rival. N'ayant pas obtenu satisfaction, il intenta à Mons un procès qui dura des années (cf. *Correspon-*

dance, pp. 424 sq. et la bibliographie de la n. 12, en particulier l'excellent article du P. Pierre DELATTRE, *Les jésuites à Ath, 1621-1773, Une fondation difficile*, dans *Annales du cercle archéologique d'Ath et de la région*, t. 23, 1937, pp. 1-55, surtout pp. 19, 23-35). Il n'est pas étonnant que le vieux médecin ait sollicité l'appui de Jansénius, spécialiste de la question du monopole universitaire : du 21 mars au 7 avril 1629, celui-ci emprunta à sa Faculté la copie de la sentence d'Alcala de 1623 pour la joindre au dossier de Mons (A. G. R., f. U. L., t. 387, f. 317). La présente lettre nous apprend que, n'y ayant pas triomphé, Trevisius pensait porter l'affaire à Rome. Jansénius lui fait remarquer que l'Alma Mater n'était pas en état d'y appuyer ses efforts. Il corrige en outre un détail important du mémoire destiné par le médecin à la Curie. Cherchant à s'appuyer sur des précédents, Trevisius avait attribué aux ordres donnés par Clément VIII (1592-1605) à leur général Aquaviva l'échec des jésuites dans leur tentative d'enseigner la philosophie à Liège. Jansénius lui signale qu'il s'agissait en réalité de l'affaire de la fondation L. Torrentius à Louvain (cf. A. PONCELET, *Histoire de la Compagnie de Jésus dans les anciens Pays-Bas*, Bruxelles, 1927, t. II, pp. 188-213). Si la Compagnie avait dû renoncer à un projet analogue à Liège (1613-1614), c'était, cette fois, en raison de l'opposition des autorités de Bruxelles (cf. PONCELET, t. II, pp. 229 sqq.) qui leur étaient au contraire très favorables vingt ans plus tôt. Jansénius prouve son dire en joignant à sa lettre le bref imprimé de Clément VIII aux abbés du Parc et de Sainte-Gertrude (22 décembre 1595, cf. PONCELET, t. II, p. 215), des extraits des lettres adressées par le prévôt de Tongres Gérard Vossius (érudit et curialiste belge, dont l'habile campagne avait assuré à son université un entier succès) à Matth. Boden, régent de la pédagogie du Porc (Rome, 23 mars et 19 octobre 1596, cf. PONCELET, t. II, p. 220) et surtout, de la main de Jansénius lui-même, copie du bref de Clément VIII au Cardinal Archiduc (11 octobre 1596, cf. PONCELET, t. II, p. 226, n. 1).

Trevisius renonça sans doute à s'adresser au Pape, mais, même après sa mort (1633), l'Université continua à plaider avec vigueur contre les jésuites et Jansénius s'occupa du procès de 1634 à 1636 (cf. *Correspondance*, p. 428, n. 12 et *Acta Universitatis*, 7 août 1635 et 4 février 1636, A. G. R., f. U. L., t. 66, ff. 26 r^o, 57, 59 r^o).

Ecrit un mois après la chute de Bois-le-Duc (défaite capitale que déplore avec éloquence la lettre du 21 septembre 1629, cf.

Correspondance, pp. 436 sq.), cette pièce montre que Jansénius nourrissait pour l'avenir des provinces catholiques des craintes qui ne se réalisèrent pas immédiatement. Elle porte aussi la marque d'une méfiance à l'égard des gouvernants espagnols qui se manifeste moins discrètement dans ses lettres à Saint-Cyran.

JANSÉNIUS À TREVISIUS

2 octobre 1629.

Amplissime domine,

Urgeo quotidie ut res suscepta expediatur. Sed prolixiorum deductionem esse video, quam ut uno aut altero die haberi possit. Eximius Dominus Scinckelius ⁸⁾ in id sedulo incumbit. Quod de negotiorum actore nostrae universitatis scribit Amplitudo Vestra, non arbitror ex ea parte aliquid subsidium expectandum; nullum enim actorem habet. Usa est hactenus facultas Artium opera Domini Motmans ⁹⁾, sed ille auditor Rotae creatus est, neque cum illo corpore ¹⁰⁾ nunc luctari vellet, aut unquam luctatus est. Neque cuiquam

⁸⁾ Cf. sur lui, *infra*, CLXXXVII. S, note 16.

⁹⁾ Le docteur Corneille-Henri Motman, Mottman ou Mottmanne, était le fils du noble liégeois Guillaume Motman et d'Anna von Haesdall. Après avoir étudié à Vienne et à Munich, il soutint en 1615 ses thèses à Ingolstadt. Nommé en 1618 réviseur de la Signature de justice, il eut l'occasion de s'y lier aux Barberini. Aussi, à peine élu, Urbain VIII s'employait-il à lui procurer des bénéfices à Tournai, à Mayence et à Liège (1623-1627) (Cf. J. SCHMIDLIN, *Geschichte der Nationalkirche in Rom, S. Maria dell'Anima*, Fribourg en Br. et Vienne, 1906, p. 475, et B. DE MEESTER, *Correspondance du nonce G. F. Guido di Bagni*, Bruxelles-Rome, 1938, t. I, pp. 394 sq.). Il devint aussi agent du roi de Hongrie et adressa en cette qualité à Vienne des dépêches précieuses pour l'histoire de la guerre de Trente Ans (cf. Jos. SCHNITZER, *Römische Quartalschrift*, t. 13, 1899, p. 152). Cela lui valut de remplacer Mgr Rambold comme auditeur de Rote impérial au début de 1627 (DE MEESTER, t. II, pp. 808 et 817) ou à la fin de 1628 (SCHMIDLIN, pp. 475 sq.). Il participa dès lors à toutes les cérémonies officielles à la suite de l'ambassadeur impérial et fit en particulier illuminer après la victoire de Nördlingen (1634). Conseiller, puis pro-proviseur (1633) de l'église nationale de l'Anima, il y joua un rôle important. Etant mort le 24 août 1638, à quarante-neuf ans, il y reçut des obsèques solennelles (SCHMIDLIN, pp. 429, 459, 460, 499). Son épitaphe, qu'on y voit encore, souligne que ce décès prématuré le priva de l'éclatant avenir que lui promettait l'affection qu'après Ferdinand II, l'empereur Ferdinand III lui portait (*Biographie Nationale belge*, s. v.).

¹⁰⁾ C'est le tribunal de la Rote qui s'était récemment prononcé en faveur des jésuites dans l'affaire du monopole de l'Université de Cracovie (voir, sur le décret dont le P. Brisselius envoyait le 8 août 1626 copie au provincial de la Flandro-Belge, PONCELET, t. II, p. 296, n. 3).

nisi fidelissimo hujusmodi negotia credi possunt. Interim si quem Universitas adhibendum putet, tempestive perscribam. Quod Amplitudo Vestra scribit, erectam a Jesuitis Leodii sc[h]olam jussu Clementis VIII per generalem fuisse clausam, necessario mutandum est. Non enim Clemens sc[h]olas Leodienses, sed Lovanienses, quas hic aulae Bruxellensis subsidio aperuerant in hoc collegio, claudifecit. Mitto ipsum breve Clementis ex quo statum rei plenius percipiet. Qui ex Hollandia veniunt, magnam expeditionem denuo Hollandos moliri referunt, acceptis novis supplementis ex Anglia. Palam dictitant intra mensem se majores ignes laetitiae excitaturos, quam hactenus excitarunt. Sed Deus, spero, confundet eos qui arcanos providentiae suae successus sibi audent addicere. Qui utinam spiritum consilii et fortitudinis inspiret iis qui ad clavum sedent, et Amplitudinem Vestram incolumem tueatur. Lovanio, 2 Octobris 1629. Amplitudinis Vestrae devotissimus Cornelius Jansenius.

Autographe, Bruxelles, Archives Générales du Royaume. Papiers d'Etat et de l'Audience, t. 1468/11 (fonds Treviso, transcription du R. P. L. Ceyssens). Ancien titre de la liasse: Pièces touchant l'Université de Louvain. Item l'admission des jésuites et quelques lettres de Trevisius et autres touchant ladite Université.

CXXXIII.S.

Jacques Boonen (1573-1655), archevêque de Malines depuis 1621 (cf. l'article du *Dict. Hist. Géogr. Eccl. et Correspondance*, p. 177, n. 4) fit, à partir du mois de décembre 1628 (*ibid.*, p. 415), tous ses efforts pour promouvoir Jansénius à l'épiscopat. En recourant l'année suivante aux services de l'universitaire dans une affaire délicate (les gradués de Louvain continuaient à relever du tribunal académique), il lui donnait l'occasion de s'initier à ses futures tâches pastorales.

JANSÉNIUS À J. BOONEN

3 novembre 1629.

Illustrissime et Reverendissime Domine,

Acceptis Ill^{mae} D. Vestrae litteris una cum adjunctis ¹¹⁾ nihil antiquius habui, quam continuo de statu illius captivi sacerdotis

¹¹⁾ Dans une lettre jointe à celle-ci, Mathias Naveus, curé de Saint-Pierre de Douai, attirait l'attention de Boonen sur le cas de Georges Le Doux, ancien curé de Saint-Maurice de Lille, « in concubinatum valde scandalosum relapsus ». On annonçait sa sortie prochaine de la prison universitaire, auquel cas de nouveaux

inquirere. Res ejus eo inveni esse loco, ut difficile sit Universitati carcerem ejus, ipso invito, continuare. Nam sententia in ejus causa jam ab octo plus minus mensibus lata est, qua praeter mulctam pecuniariam in expensas incarcerationis et carceris condemnatur. Illis solutis, cogitur eum Universitas dimittere. Sed cum illa poena pro criminis enormitate esset levis, Deus videtur ipse vincula ejus aggravare voluisse. Tanta siquidem est ejus inopia, ut neutrum praestare possit, ideoque in hunc usque diem volens nolens agere cogatur poenitentiam, quorundam eleemosynis sustentatus. Nam et Universitatis res ita accisae sunt, ut difficulter ei perpetuo necessaria suppeditare posset. Unus suggeritur modus quo recidiva caveretur ; si Ordinarius ejus Reverendissimus Tornacensis ¹²⁾, vel alius ecclesiasticus judex causam ejus suo jure discuteret et, si videretur hoc postulare, in carcerem Vilvordiensem aut similem ablegandum curaret. Si quid ulterius in hac causa vel aliis Illustr^a D. V^a per me factum velit, sola desiderii vestri significatio, illi erit jussionis loco qui multis est nominibus

Illustrissimae et Reverendissimae V. Gratiae

Devinctissimus ac devotissimus

Lovanio,

Clients

Cornelius Janssenius

3^o Novemb. 1629.

Autographe, Arch. archiép. de Malines, Univ. de Louvain, I, Juridiction; communiqué par l'obligeance de M. le chan. Tambuyser et du R. P. Ceyssens.

CLXXXVII.S.

Les *Acta Facultatis* (A. G. R., *f. U. L.*, t. 388, ff. 18-30, 39 v^o) nous apprennent que, le 10 août 1633, le pensionnaire de la ville vint pressentir le doyen au sujet de la plébanie de Saint-Pierre, à laquelle une leçon était annexée. Le 26 août la Faculté sut que le magistrat inclinait à choisir Jean Cobbelgiers (1606?-1685), originaire de Louvain, prêtre depuis 1630 (cf. REUSENS, *Analectes*, t. 18, 1882, p. 77 ; L. CEYSSENS, *Sources*, p. L), mais il avait été

scandales étaient à craindre. L'évêque de Tournai demandait aussi à être prévenu de sa mise en liberté et invitait les recteurs de l'Université « ad carcerem ejus continuandum » : il n'y avait pas jusqu'au frère du détenu, un capucin, qui ne souhaitât qu'il en fût ainsi. Mathias De Nave ou Naveau, écrivain ecclésiastique, né à Warnant et mort à Tournai en 1660, devint en 1620 docteur en théologie à Douai. Il appartint d'abord au diocèse d'Arras, mais passa bientôt à celui de Tournai où il était en 1633 chanoine censeur des livres et examinateur synodal. Il a publié à Douai et à Tournai des ouvrages ascétiques et des sermons (cf. PAQUOT, t. XIII, pp. 153-155 et *Biogr. Nat. belge*).

¹²⁾ Maximilien Vilain fut évêque de Tournai de 1614 à 1644.

refusé deux fois à la licence par Wiggers et Rampen que les efforts du troisième examinateur, Schinckelius, président du collège du candidat, ne purent faire changer d'avis. Le 3 septembre, Cobbelgiers avait néanmoins été nommé par la Ville, mais, en vertu de la bulle d'Eugène IV, la présentation fut déclarée « irrita et nulla ». On résolut d'écrire au Roi. Le 6, le projet de lettre fut soumis au Conseil, ce qui provoqua le départ de Schinckelius. Ses collègues n'en décidèrent pas moins de choisir un député qui porterait la lettre à Bruxelles et qui suivrait l'affaire, « rogaveruntque instanter M. N. Janzenium quatenus ipse susciperet hanc functionem quam post excusationes aliquas suscepit » (ce choix pouvait en partie venir de ce que, le 28 juillet 1631, il avait présidé la quatrième *Responsio pro forma* de Cobbelgiers, *de mutuo et usura*, A. G. R., f. U. L., 508). Cette démarche fut inutile car, le 7 septembre 1633, Cobbelgiers était présenté à l'Infante pour la plébanie (A. G. R., *Etat et audience*, 934, ff. 15-18) et, le 19, la Ville réaffirma ses droits « fondés sur une pratique constante », d'agir en dehors des facultés (J. WILS, *Les professeurs de l'ancienne faculté de théologie, Ephemerides theologicae Lovanienses*, t. 4, 1927, p. 342). Aussi, le 24 septembre, le doyen et la Faculté de théologie écrivirent-ils à Schinckelius (A. G. R., f. U. L., 415) dont la réponse ne leur donna pas satisfaction : il fut en conséquence suspendu comme « legens et regens » au renouvellement de la Saint-Jérôme (A. G. R., f. U. L., 411, 30 septembre 1633). La mesure lui ayant été solennellement signifiée, il s'écria : « Videbo quo jure id possit Facultas ». Cependant l'Infante avait chargé le 17 septembre 1633 l'abbé du Parc d'entendre les raisons de la faculté de théologie, du magistrat et du chapitre Saint-Pierre de Louvain (A. G. R., *Etat et audience*, 934, ff. 15-18). De son côté, Schinckelius se présenta le 5 octobre devant la faculté de théologie, offrant de ne plus se mêler de l'affaire Cobbelgiers, mais menaçant aussi de faire valoir ses droits. Sa suspension ayant été maintenue, il fit prendre le 8 copie des actes par un notaire. Sans doute, il parut le 9 et le 15 disposé à céder, mais, voyant que l'affaire allait à Bruxelles, il se montra ensuite plus intransigeant (*Acta Facultatis*, A. G. R., f. U. L., 411, dates indiquées). Le 17 octobre 1633 Schinckelius et la Ville de Louvain firent en effet signifier une assignation au doyen et à la faculté étroite contre lesquels ils formèrent un *Intendit* en vingt-six points. Le 21, la faculté fut citée devant les commissaires de la Cour de Brabant à l'instance de Schinckelius qui adressait aussi une

supplique au chancelier (A. G. R., f. U. L., 415). Les docteurs envoyèrent donc van Engelen et Jansénius à Bruxelles pour régler cette affaire « magni momenti ». Le 26, une lettre de Jansénius leur apprenait qu'elle avait été confiée à l'archevêque, à l'abbé du Parc et à Corselius. On va lire celle qu'il adressa le 28 au doyen J. Wiggers. Il y indiquait que van Engelen et lui étaient allés voir l'abbé du Parc auquel ils avaient montré l'ordonnance de 1554 et diverses interdictions faites aux licenciés d'enseigner l'Écriture. Le prélat jugea que cela réglait la question. Mais, en ce qui concernait Schinckelius, il se trouvait très mal disposé, comme d'ailleurs l'archevêque et Calenus. Les députés réussirent pourtant à le faire changer d'avis, Jansénius ayant allégué diverses initiatives de leur collègue tendant, dès l'origine, à faire entrer Cobbelgiers à la Faculté et à ôter ainsi à celle-ci le droit de juger des capacités de ses futurs membres. De son côté, le professeur suspendu avait, par l'intermédiaire de Calenus, fait proposer à Jansénius de confier l'affaire à deux arbitres, solution que le député recommandait fort, dans la conviction que, se voyant abandonné par ses amis, Schinckelius céderait. L'affaire était d'ailleurs si simple que leur avocat jugeait qu'elle ne pourrait durer plus d'un mois. Elle fut réglée encore plus vite, car les députés reçurent dès le 29 l'acquiescement sollicité et des pouvoirs de commissaires qui leur permirent de signer le même jour devant notaire une transaction avec Schinckelius (il leur avait demandé une entrevue) en présence de Calenus et de Jean van den Hout qui signèrent comme témoins. Le 31 ils étaient de retour à Louvain et, dès le 2 novembre, l'exclu était réintégré. Fidèle à sa promesse, il demanda à n'être plus convoqué dans l'affaire Cobbelgiers (cf. les *Acta facultatis* du 26 décembre). Néanmoins ses collègues n'oublièrent pas les difficultés qu'il leur avait causées, de sorte que l'augustin J. Rivius écrivait en 1636 : « Publice plerique dicunt : absentibus Schinckelio et Santvoert, in universitate tranquille peragi omnia... praesentibus oppido, turbari » (B. N., ms. lat. 8599, f. 23) et la *Requête* de J. Jansénius du 15 février 1641 affirme qu'il « était reconnu publiquement pour un esprit de contradiction, plus porté à la chicanerie ou à enfiler sophistiquement quelque mauvais procès qu'il n'est bienséant à cette sacrée profession et, pour tout dire en un mot, plus propre à brouiller qu'à démêler » (L. CEYSSENS, *Sources*, p. 311, cf. p. LIII et p. 259).

Ab Angelis et Jansénius avaient en outre rapporté de Bruxelles un factum de la Ville auquel ils furent, le 6 novembre 1633, chargés

de répondre. Leur projet fut adopté le 9 et remis le 12 à l'abbé du Parc. On s'occupa encore de l'affaire le 6 décembre. Le 26 Jansénius reçut des lettres de Bruxelles : le Conseil Privé confirmait pour l'avenir les droits de la Faculté, mais il proposait que Cobbelgiers pût en attendant prendre possession, moyennant la promesse de démissionner huit mois plus tard pour passer la licence. Cette dernière clause parut illusoire à la Faculté. Le 29 avril 1634, Schinckelius et Jansénius furent chargés de reprendre la question de principe. Le 29 mai la Faculté proposait un arbitrage de l'archevêque et du président du Conseil Privé. Cobbelgiers fut reçu à la licence le 26 juin (cf. aussi A. G. R., *f. U. L.*, 507), mais cela ne mit pas fin au litige. Le 6 septembre 1634 Jansénius fut d'une voix unanime député au Conseil Privé pour faire interdire au magistrat de nommer des candidats que la Faculté n'aurait pas auparavant déclarés idoines. Il revint le 9 avec des lettres closes qui suspendaient le droit des échevins à pourvoir à la vacance créée par la mort de Cl. Losson. Schinckelius et lui furent chargés de suivre l'affaire. Mais le 20 septembre, l'huissier du Conseil de Brabant vint se plaindre que la Ville fût troublée dans l'exercice de ses droits : elle avait plusieurs fois procédé à des nominations sans consulter les facultés (A. G. R., *f. U. L.*, 416). La Faculté rédigea aussitôt une supplique qu'elle remit le 22 à Jansénius. Le 31 décembre, on lut une supplique contraire de la Ville. Nommé commissaire, Jansénius eut à faire signifier une réponse au pensionnaire et, sur ses avis, la Faculté protesta le 5 janvier par devant notaire contre la nomination faite par le magistrat. La question semble avoir été réglée par un décret du 20 octobre 1634 : les noms des candidats seraient soumis à la faculté intéressée qui pourrait écarter les incapables (J. WILS, *Ephemerides theologicae Lovanienses*, t. 4, 1927, p. 342).

JANSÉNIUS À JEAN WIGGERS ¹³⁾

28 octobre 1633.

Eximie Domine M. N.,

Simul ac Bruxellam delati sumus, amicos accessimus praxeos Curiae peritos, judicarunt illi expedire quidem ut causa advocaretur

¹³⁾ Sur Jean Wiggers (1571-1639), professeur royal de scolastique et alors doyen de la Faculté de théologie, cf. la *Correspondance*, p. 414.

a Principe ¹⁴), et a certis commissariis expediretur, sed esse rem pene impossibile : quod et advocatus noster hodie verum esse confirmavit. Itaque viam illam tanquam plus strepitus quam utilitatis habituram praetermittimus. Cum serius autem esset, quam ut de negotio principali agere possemus cum avvocato ad formandum Intendit et etiam hodiernus dies nobis adhuc flueret [?], accessimus R. D. Abbatem Parcensem ¹⁵) et ei tradidimus ordinationem illam ex Actis nostris anni 1554, una cum diversis prohibitionibus ne Licentiati docerent scripturas sacras. Jam in praecinctu erat ut crastina die [interligne : hodie] iudicium hujus formatum et jam scriptum traderet Serenissimae Infanti : sed illis visis, dixit per eas solas rem esse definitam. Voluit itaque ut scriptum aliquod adjungeremus, quo ad scopum nostrum applicarentur, quod hodie factum est, eique traditum. Ex parte R. Dⁱ Abbatis videntur res nostrae in tuto esse, ut qui adversam praetensionem absurdam judicet. Eadem occasione exposuimus ei difficultatem quam Facultas habet cum Ex. D^o Schinckelio ¹⁶). Ad primum ingressum sermonis nos condemnavit ; ita sinistre et ipse et Illustrissimus D^{us} ¹⁷) et D. Calenus ¹⁸) informati sunt. Itaque cum paululum patientiae ad rem deducendam postulassemus, negotium ei ita declaratum et momenta rationumstrarum ita prosecuta sunt, ut causam nostram justissimam sibi videri declararet et Schinckelij omnino damnandam. Eundem successum habuit congressus cum D^o Caleno et Illustrissimo D^o, qui ante aversi, nunc aliud longe sentiunt. Dicunt nobis totum causae momentum in isto cardine versandum, Utrum D. Schinckelius aliquid fecerit in praejudicium Facultatis. Itaque [v^o] videtur nobis omnino expediens, ut Ex. D. non omittat ponere in Actis suis, primo, quod ipse assensus fuerit conclusioni Facultatis, qua iudicabatur ad Principem scribendum ut impediretur ne baccalaurei non regentes aut legentes praesentarentur ad lectiones ordinarias, tanquam [marge : quod esset in grave praejudicium Facultatis]. 2^o quod institerit tunc ut M. Cobbelgiers sine examine admitteretur ad professionem ordinariam. 3^o quod institerit ut haberetur examen Illustrissimi Dⁱ Archiepiscopi seu pastorum deputatorum Mechliniae tanquam sufficiens ad professionem ordinariam. 4^o quod etiam tunc in dubium revocaverit, utrum ad Facultatem spectaret examinare sufficientiam futurorum legentium in sc[h]olis nostris. [marge : Etsi

¹⁴) L'Infante Isabelle. Voir *ibid.*, p. 15.

¹⁵) Jean III Drusius (1578?-1634), souvent pris comme arbitre ou comme juge dans les litiges relatifs à l'Université dont son abbaye était voisine. Voir sur lui la *Correspondance*, p. 574.

¹⁶) Sur J. Schinckelius (1581-1646), lire L. CEYSSENS, *Sources*, pp. LII-LIII et la *Correspondance*, p. 210.

¹⁷) L'archevêque de Malines J. Boonen (cf. *supra*, CXXXII.S.).

¹⁸) Sur Henri Calenus (1583-1653), voir les notices de L. CEYSSENS, *Sources*, p. XLVI, et de la *Correspondance*, pp. 284 sq.

quod aliud a secretario [?] et ab ipso dictum aut factum occurrat]. Haec nam omnia probant evidenter eum ab initio hucusque niti, ut talis baccalaureus fiat plebanus et consequenter professor ordinarius. Nec aliunde tam facile quam ex nostris Actis hoc probabimus, quod solum scopo nostro sufficit. Bonum esset ut hoc quam primum fieret. Nos nam utique [?] judicamus [et scimus, en interligne] ista omnia in Facultate tota praesente, ab ipso mota fuisse.

R. D. Calenus hodie mane mihi significavit Schinchelium non esse alienum ut res tota committeretur duobus arbitris juris, v. g. Illustrissimo D^o et alicui alteri. Posset adjungi D. Praelatus Parcensis vel D. Corselius ¹⁹⁾. Si vobis et istud placet, quod sine dubio magis honori judicium [?] nostrorum et rebus nostris expedire nobis videtur, poterunt nobis crastina die responsum transmittere. Et simul significare utrum velint, si daretur occasio, compositionem illam quae Ex. D^o [ab Angelis ²⁰⁾, en interligne] commissa fuerat, perfici illis conditionibus, quibus concepta fuerat. Existimamus enim fieri posse, ut Ex. D. Schinchelius frangendus sit, si audierit se ab amicis suis esse desertum.

Hodie post prandium, aut si non vacet advocato, crastina die vacabimus ad formandum Intendit. Dicit advocatus hanc causam etiam coram commissariis intra unum mensem esse finiendam, eo quod nullum iudicium tam foret [?] [peremptorium, mot barré] summarium quam spatii [?], fere non consistens nisi in factis et eorum probatione obvia. Deus Ex. D. vestram incolumem custodiat. Bruxella prid. S. Simonis et Judae 1633

Ex. D. Vestrae / Obsequentissimus / C. Janssenius.

Adresse : Eximio Domino M. N. / Joanni Wiggers S. Th. doctori / et professori regio nec non / Collegii Leodiensis praesidi / Lovanium.

Autographe, Bruxelles, Archives générales du Royaume, f. Université de Louvain, 4415 ²¹⁾.

¹⁹⁾ Gérard Corselius (1568-1638), membre du Conseil privé. Voir sur lui la *Correspondance*, pp. 586 sq.

²⁰⁾ Guillaume ab Angelis (van Engelen) (1583-1649). Lire sur lui *Bibliothèque norbertine*, t. 5, 1903, pp. 265, 271; L. CEYSSSENS, *Sources*, pp. L, LIII sq., et *Correspondance*, p. 463, n. 2, s. f.

²¹⁾ On trouve dans le même dossier: Lettre du doyen et de la Faculté de théologie à Schinckelius (24 septembre 1633). Le notaire Martinus Berkman: « Pro sopienda controversia » (8 octobre). Schinckelius et la ville de Louvain à la Faculté de théologie, signé Van de Putte (17 octobre et s. d.). Intendit de Schinckelius et du magistrat de Louvain contre le doyen et la Faculté étroite en vingt-six points (s. d.). Citatio Facultatis S. Theologiae coram Commissario Curiae Brabantiae ad instantiam Schinckelii, signé Ghindertaelen secr. (21 et 22 octobre). Supplique de Schinckelius au Chancelier, signée Ghindertaelen secr., enregistrée le 21 octobre. Acte signifié à Wiggers au nom de la Faculté, signé Van de Putte (22 octobre). Transaction entre Schinckelius d'une part, et de l'autre G. ab

CCVIII bis

Sur Josse Cats (Judocus Catzius), archiprêtre et doyen de Haarlem, principal personnage du diocèse après L. Marius, intime de Jansénius, cf. *Correspondance*, pp. 8, n. 14, et 613. Sa lettre nous renseigne d'abord sur le soin avec lequel Jansénius travaillait à la seconde édition du *Mars Gallicus* qui allait paraître en 1636 avec l'indication : « editio nova ». Il y développait le chapitre (I, 38) consacré aux origines pseudo-carolingiennes de Hugues Capet. Si malgré ses efforts (cf. la lettre du 18 novembre 1635, *Correspondance*, pp. 598, n., 601), Jansénius ne réussit pas à se procurer une édition rare du *Chronicon Reginonis*, il fut plus heureux pour l'historien Widukind, contemporain des événements, chez qui il trouva la preuve que, loin de descendre de Charlemagne, la mère de Hugues Capet était de la famille de son grand adversaire, le Saxon Widukind (cf. l'édition de 1639, pp. 167-169). Ce résultat pouvait être dû aux nombreuses démarches de Cats auprès des libraires et érudits d'Anvers. Quoique sa plume soit un peu suspecte, les éloges du *Mars Gallicus* qu'il attribue à ceux-ci n'ont rien de surprenant.

Cats donne aussi au nouvel évêque des conseils sur la manière d'obtenir ses bulles. La lettre suivante montrera que les difficultés étaient plus grandes qu'il ne le pensait. Et si Jansénius pouvait tout espérer de l'archevêque de Malines qui acceptait de se charger de son procès d'information, il allait avoir à compter avec les exigences de la Curie (cf. *infra*, CCIX.S.).

JOSSE CATS À JANSÉNIUS

12 novembre 1635.

Reverendissime d[omi]ne,

In Witikindo ²²⁾ iam triduum operam et solem perdidit. Illum nocte lampas contempta et inutilis inveniundo. Fecerat spem Ver-

Angelis et C. Janssenius ayant pleins pouvoirs de la Faculté, avec pour témoins H. Calenus et Jean van den Hout devant un notaire public admis au Conseil de Brabant (29 octobre 1633). Cf. sur le notaire M. Berghmans, L. GALESLOOT, *Inventaire du notariat général de Brabant*, Bruxelles, 1872, p. 56.

²²⁾ Widukind, moine de Corvey au X^e siècle, a écrit des *Annales* saxonnes très estimées qu'il poussa jusqu'à 967 et où il relate en particulier les exploits guerriers d'Henri I^{er} et de l'empereur Otton I^{er} (voir l'édition G. Waitz, 1882, et la *Deutsche National Biographie*, t. XLII, p. 369).

dussius ²³⁾, sed, excussis bibliothecis, inanem et vacuum. Tandem Miraei ²⁴⁾ fidem imploravi R^{di} D. Praepositi ²⁵⁾ auctoritate ; aberat ille, cognato literas commisi, qui quicquid poterit a praesente spondit, et forte hac vespera. Si et hic desperem, Witikindum et lampadium a nostratibus sperabo, ultimum refugium. A mora tantum noxa, juste excusat impotens diligentia. Armacanum jam quartum legit Zypaeus ²⁶⁾, quoties inchoat, toties discipulus ; finis prioris disciplinae, gradus futurae. D. Hemelario ²⁷⁾ unicum Verdussii exemplar meo pretio dedi, gratum donum. Superat expectationem et aestimationem Armacanus, auctor ubique notus ; mitram ei ante voverunt omnes, nunc gratulantur. Supra adulationem est debitum, infra cavilli et invidia. Suggestit Hemelarius quae Nemio ²⁸⁾ difficultates pepererant. Vir ille, ignarus Hispanicae aulae, primum Romam adiit, remissus in Hispanias. Ultro citroque postulata et responsa jacturam temporis fecerunt, etiam ab Hispanis ludus. Suspendunt virum variis technis ; de peculio agebatur et audito nummo quasi quodam principe summo, dissiliunt vespae et nihil auditur nisi

²³⁾ Verdussen, imprimeur-libraire d'Anvers. Il peut s'agir de Jérôme II (5 avril 1583 - 7 avril 1653) qui venait de succéder à son père Jérôme I^{er} (1550 - 27 septembre 1635) à l'enseigne « In de rode leeuw », ou de son frère Guillaume qui exerçait depuis 1613 son activité à l'enseigne « In de X geboden » et mourut le 11 septembre 1667 (*Biographie nationale belge*, t. 30, s. v. — G. VAN HAVRE, *Marques typographiques des libraires et imprimeurs anversois*, Anvers, 1883, t. II, s. v.).

²⁴⁾ Aubert Le Mire ou Miraeus, doyen du chapitre, récemment nommé vicaire général d'Anvers, diplomate éminent. Cf. sur lui la *Correspondance*, pp. 227 et 586.

²⁵⁾ Sans doute le prévôt de Haarlem, Léonard Marius, érudit célèbre comme Miraeus, cf. *infra*, note 31, ou plutôt Jean Bannius, cf. *infra*, note 33.

²⁶⁾ François van der Zype, jurisconsulte fameux. Né à Malines, il mourut à soixante-douze ans à Anvers le 4 novembre 1650. Licencié en droit de Louvain en 1604, il fit toute sa carrière à Anvers où il fut successivement secrétaire de l'évêque Jean Le Mire (1604), chanoine gradué (1607), official (1614), archidiacre (1624) et enfin vicaire général. Il avait déjà été en relation avec Jansénien en tant qu'exécuteur testamentaire de Beyerlinck (cf. *Correspondance*, pp. 601 sq. et *Annuaire de l'Université catholique de Louvain*, 1853, p. 224). Auteur de nombreux ouvrages, en particulier du *De jurisdictione ecclesiastica et civili* (Liège, 1649) où il combattait les tendances régalistes qu'illustrera van Espen, il allait aussi publier contre les prétentions françaises sur les provinces belges le *Hiatus Jacobi Cassani obstrictus* (1639, 1640), ce qui explique l'intérêt avec lequel il lisait le *Mars Gallicus*.

²⁷⁾ Sur Jean Hemelaers (1580-1655), chanoine d'Anvers, poète et érudit, cf. la *Correspondance*, p. 614.

²⁸⁾ Gaspard Nemius (1587-1667), nommé le 23 mai 1634 évêque d'Anvers, sacré le 22 juillet 1635, archevêque de Cambrai (1649-1651). Voir sur lui la *Correspondance*, pp. 577 sq.

sibila ²⁹). Usus hic est, abusus potius. Cedendum temporis. Emunerunt virum (ut audio) sanguisugae istae etiam millibus. Ordine servato facilius redemptio captivae veritatis et debitae auctoritatis. Famelica ista animalia, si quamprimum saturentur, minori pabulo egent. Habet et Roma suas artes, sed quas Hispanica gravitas faciliores facit. Primum Hispaniae, deinde Romae satisfaciendum. Sus (felis) Minervam [docet]. Ita affectus vobis [?] Illustriss. Mechliniensis ³⁰), unus instar omnium erit, educet candidas fabas. Nam ut alibi calculi, ita alibi fabae in sortes cadebant, albedo auspicata, nigredo infamis censebatur, imo erat. Ad iter in crastinum me comparo. Detinuit comitem ³¹) meum, et in eo me, Serenissimi Cardi-

²⁹) Une lettre adressée le 16 janvier 1635 à l'agent romain Robert Prats par Gaspard Nemius sur les difficultés que lui et l'évêque de Saint-Omer rencontraient à Rome dans l'obtention de leur confirmation, précise que l'internonce Stravius avait tenu à envoyer le procès au cardinal F. Barberini et non à la Consistoriale ou à Prats lui-même. Quant au fait que le procès avait été dressé par Stravius et non par l'ordinaire, il venait de ce que Stravius « respondit constanter et fortiter sibi hoc incumbere, seseque intendere processum illum formare; adeoque illud intrepide asserebat, ut videretur sese oppositurus si per alium res ageretur. Quare archiepiscopus Mechliniensis aliique episcopi maluerunt juri suo cedere, quam ut ecclesiae paterentur longiorem viduitatem » (dans L. CEYSSENS, *La première bulle contre Jansénius*, Bruxelles-Rome, 1961, t. I, p. LXI). Sans contredire ce récit, un mémoire que le Cardinal-Infant soumettait le 9 juin 1639 au Conseil Privé, les *Considérations sur certains abus qui se sont glissés en la poursuite des confirmations des évêchés à Rome* semble bien indiquer que Nemius s'en était pourtant tiré à meilleur compte que Jansénius. Il rappelle que « jadis chaque évêque nommé choisissait librement une personne chargée de poursuivre à Rome la confirmation de sa nomination. Il était d'usage d'écrire à l'agent royal... afin d'obtenir une modération des annates ». Mais « Consa [F. de Lagonissa], dernier nonce, a prétendu obliger les évêques nommés à lui confier la charge de poursuivre... leur confirmation, ce qui a empêché la modération des annates... La pratique subsiste... Les agents des autres états de la monarchie remplissent leur charge et leur intervention provoque une réduction des annates ». Ainsi, tandis que les évêques de Saint-Omer, Christophe de France, et d'Anvers, G. Nemius, ont payé fort peu, grâce à l'intervention de l'agent, « C. Jansénius a payé l'annate entière, qui seule porte plus que les deux autres ensemble, pour être passé par l'étamine des ministres du Pape » (A. G. R., *Conseil privé espagnol*, carton 22. — J. LEFÈVRE, *Documents relatifs à la juridiction des nonces et internonces des Pays-Bas pendant le régime espagnol (1596-1706)*, Bruxelles et Rome, 1943, pp. 109 sq. Cf. *infra*, lettre CCIX.S, notes 44 sq.).

³⁰) Sur J. Boonen, cf. *supra*, lettre CXXIII.S. D'après la lettre de G. Nemius du 16 janvier 1635, « nuntio absente, juxta Concilium Tridentinum et ordinationem Gregorii XIII, processus formandus foret ab ordinariis » (dans L. CEYSSENS, *La première bulle...*, t. I, p. LXI). De fait, un compromis intervint entre Boonen et Stravius (cf. *infra*, lettre CCIX.S, notes 43 et 56).

³¹) « Comes » et plus bas « Consul » semblent désigner Léonard Marius. Né

nalis introitus³²). Magnus hic concursus, major observantia, maximus amor erga principem. Momentum omne ad res bene gerendas.

Deus Opt. Max. tueatur R^{mae} D. V. incolumitatem Ecclesiae suae et nobis. Ita voveo.

Reverendissime d[omi]ne

12 Novemb. 1635

Reverendissimae D. V.

Humillimus servus

J. Catzius

Tandem respondet D. Myraeus

Witikindum apud se non esse.

Patientia. Si apud nostrates

sit, non deero.

Salutat meus consul³³).

Adresse : Magnifico et Eximio D^{no} / Reverendissimo Iprensi Ep[iscop]o Designato / Cornelio Janssenio / Affligemii.

Autographe, Utrecht, fonds O. B. C., 520 (ex. 85 ex Leyde),

f. 157 bis. Transcription du R. P. L. Ceyssens revue sur l'original.

à Goes en 1588, celui-ci devint docteur en théologie, président du collège de la Haute Colline, professeur à l'Université et curé de Cologne (1610-1629). Helléniste et orientaliste distingué, il reste connu comme l'artisan de la conversion de Vondel. Revenu aux Provinces-Unies, il y devint recteur du béguinage d'Amsterdam (1629), chanoine (6 juillet 1629), prévôt et doyen du chapitre (8 juillet 1630), archidiacre et vicaire général subdélégué par Rovenius dans le diocèse de Haarlem. Les démêlés du clergé séculier avec les jésuites l'obligèrent à se rendre plusieurs fois à Bruxelles. Nous l'y voyons en février 1635 en compagnie de Bannius : ils essayèrent vainement d'amener l'internonce Stravius à casser la sentence qu'il avait portée le 18 novembre 1634 en faveur du jésuite d'Enkhuizen (Eglise d'Utrecht, f. O. B. C., ms. 406 — [C. DEELDER], *Bijdragen voor de Geschiedenis van de Roomsche Kerk in Nederland*, Rotterdam, 1888, t. I, p. 153; *Bijdragen... Haarlem*, t. I, p. 350 — *Archief... Utrecht*, t. 50, p. 258). Marius avait en outre à se défendre d'accusations portées contre lui auprès de l'internonce qui y avait ajouté foi. Rovenius l'ayant vigoureusement défendu, la congrégation de la Propagande avait renvoyé (le 25 juin 1635) l'affaire au nouveau nonce... qui ne rejoignit jamais son poste (*Archief... Utrecht*, t. 31, 1905, p. 247; t. 32, 1906, pp. 424-435; y lire t. 18, 1890, p. 10, un rapport où Rovenius fait à la fois l'éloge de J. Cats et celui de Marius). Voir *infra*, n. 33.

³²) Sur le Cardinal-Infant, Ferdinand d'Autriche, frère de Philippe IV (1609-1641), cf. *Correspondance*, pp. 515-516. Il remporta de nombreux succès militaires et l'été précédent l'invasion franco-batave avait été arrêtée devant Louvain.

³³) Cf. *supra*, note 31.

Cependant le P. Ceyssens nous fait remarquer que, d'après son *Journal* (f. O. B. C., 1543), Marius fut de retour à Haarlem le 1^{er} mars 1635. Il s'agit donc de Jean Bannius (cf. [VAN HEUSSEN], *Batavia Sacra*, Bruxelles, 1754, t. II, pp. 332 ss. — CEYSENS, *Calenus' betrekkingen...*, dans *Archief voor de Geschiedenis v. d. Kath. Kerk in Nederland*, t. 2, 1960, p. 136; *Correspondance*, p. 614).

CCIX.S.

Le fait que près d'une année s'écoula entre la nomination de Jansénius à l'évêché d'Ypres et son sacre pourrait induire à croire que ses opinions sur la Grâce ou, du moins, son hostilité aux jésuites l'avaient rendu suspect à Rome. La lettre par laquelle il charge l'agent belge de le représenter prouve qu'il n'en est rien. Il fut victime des retards (l'absence de nonce et les discussions sur le Cardinal-protecteur en étaient causes) qui affectaient toutes les nominations du Cardinal-Infant. Bien qu'il n'ait pas eu besoin d'une enquête aux Pays-Bas, G. Nemius, de tendances opposées, attendit aussi longtemps (cf. *supra*, CCVII bis, notes 8 et 9) et, après la mort de Jansénius, plusieurs vacances durèrent trois ans (cf. *infra*, note 30).

JANSÉNIUS À ROBERT PRAETS ³⁴⁾

21 février 1636.

Perillustris Domine,

Ignotus Nobilitati tuae solo officio et existimatione publica mihi notae, importunus esse cogor. Veniam confido mihi dabunt rerum circumstantiae, apud illum praesertim, qui publicis negotiis ita expositus est, ut neque privatis aliorum curandis operam suam neget. Placuit Principi me nominare et praesentare suae Sanctitati ad Episcopatum Ipreensem jam diu vacantem per obitum R^{mi} Georgii de Chamberlayn ³⁵⁾, cujus praesentationis litterae clausae a Serenissimo Principe mihi traditae sunt et processui junctae ³⁶⁾. Processus autem formatus est a D^{no} Stravio Internuncio ³⁷⁾, cui peculiaris

³⁴⁾ Sur Robert Prats, généralement connu sous le nom de Praet, conseiller résident chargé des intérêts des Pays-Bas à la Cour pontificale, cf. *Correspondance*, pp. 600-602, 606.

³⁵⁾ Sur son décès le 19 décembre 1634 et la déclaration de la vacance, cf. *Correspondance*, p. 584.

³⁶⁾ Datée du 16 octobre 1635, la lettre du Cardinal-Infant fut jointe par l'internonce au procès qu'il envoya à Rome le 21 février 1636 (cf. *Correspondance*, p. 603). Le texte s'en trouve aux Arch. Gén. Roy., *Papiers d'Etat et d'audience*, t. 949, f. 116, aux Archives archiép. de Malines, petit dossier *Jansénius* et dans Jean PAQUAY, *La préconisation des évêques des provinces belges au Consistoire* (Lummen, 1930).

³⁷⁾ Sur Richard Pauli-Stravius (1590-1654), internonce à Bruxelles (1632-1641), cf. *Correspondance*, p. 605. Lelio Falconieri, nommé nonce aux Pays-Bas, étant jugé indésirable par les autorités espagnoles, il demeura à Liège de 1634 à 1637 (cf. W. BRULEZ, *La crise dans les relations entre le Saint-Siège et les Pays-Bas*

potestas Roma transmissa fuit ³⁸⁾). Res solito diutius hic haesit, propter nonnullos articulos de natalibus, etc. quos in Batavia, unde oriundus sum, examinari oportuit ³⁹⁾. Egi instantissime apud D. Stravium ut totus processus ad Nobilitatem tuam transmitteretur. Sed negabat ad alium transmitti posse immediate ⁴⁰⁾ nisi ad Em. Cardinalem Protectorem Belgii, si quis istic fuerit, vel certe ad Cardinalem Barberinum ⁴¹⁾ juxta decreta Consistorialia. Quamquam de ipso Cardinale Protectore, an aliquis istic a Rege nominatus sit, magna fit hic incertitudo, etiam in praecipuis Ministris Regis. Nam tametsi E. Cardinalis Burgesius variis litteris indicaverit se protectorem esse, nulla tamen hucusque significatio ex Hispaniis facta est ⁴²⁾. Sed utcunque se res ista habeat, mitto Nobilitati tuae mandatum seu Procuratorium de toto negotio prosequendo ⁴³⁾, obnixè

au XVII^e siècle (1634-1637), dans *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome*, t. 28, 1953, pp. 63-104).

³⁸⁾ Cf. *Correspondance*, p. 600.

³⁹⁾ Sur les témoignages recueillis lors du procès d'information de Jansénius aux Provinces-Unies, cf. J. BRUGGEMANN, *Inventaris...*, n° 67, 78, 85, 169, 403, 454 — *Bijdragen...* Haarlem, t. 49, 1931, pp. 171-179; cf. WILLAERT, n° 12429. — JADIN, *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome*, t. 8, 1928, pp. 248-263.

⁴⁰⁾ La lettre de l'évêque d'Anvers G. Nemius à R. Praets du 16 janvier 1635 montre que Stravius avait, quelques mois plus tôt, agi de même à son égard (cf. *supra*, CCVIII bis, notes 28 et 29).

⁴¹⁾ François Barberini (1597-1679), neveu d'Urbain VIII, cardinal-patron depuis le 2 octobre 1623.

⁴²⁾ Pier Maria Borghese de Sienne, petit-neveu de Paul V, né en 1599, vint jeune à Rome où il fut accueilli par le cardinal-neveu Scipion Borghese. Urbain VIII le fit cardinal le 24 octobre 1624. Scipion Borghese lui céda des abbayes et des pensions avant de lui laisser à sa mort (1633) une fortune immense. Pier-Maria fut protecteur des Olivétains, de Gênes et de Flandres, et mourut le 15 juin 1642.

Est-ce Roose qui refusait d'accepter sa nomination par Madrid ? Une lettre de J. de Tollenaere, S. J., du 22 mai 1641, pourrait le faire croire. Il affirme que Roose « creditur potissimam habere culpam, cur non satisfiat Summo Pontifici circa electionem variorum episcoporum in Belgio. Unde jam toto fere triennio vacant varii episcopatus... Atrebatensis, Silvaeducensis, Brugensis, Iprensis, Ruraemundensis » (dans L. CEYSSENS, *Sources*, p. 78). Mais cela pourrait être aussi une allusion aux conséquences de l'affaire L. Falconieri (cf. *supra*, note 37). En tout cas, Urbain VIII, ayant fait examiner par Mgr Maraldi l'indult de nomination des rois d'Espagne, empêcha au consistoire qui se tint avant Pâques la préconisation de Jansénius qui n'était pas présenté par Borghese et sa nomination ne fut même pas actée à celui du 21 juillet 1636 (cf. JADIN, *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome*, 1928, pp. 20-22, 1935, pp. 44 sq., 49 sq., et *Correspondance*, pp. 603 sq.).

⁴³⁾ La procuration dressée le 24 novembre 1635 au palais archiépiscopal de Malines par le notaire Jacques Thibault se trouve jointe à cette lettre (Bibl. des Grands Carmes à Rome).

rogans ne istud Officij subire detrectet. Addita est clausula substituenti aliquem, qui Nob^{ti} tuae placuerit, ne minutoribus molestiis fatigetur. Commendatus est mihi plurimum D. Lambertus Fallais ⁴⁴⁾, et quodammodo annui, sic tamen ut noluerim Nobilitatis tuae libertatem astringere. Unum est consideratione dignum, cur opera D. Fallais utilis futura videatur, quod ille a D. Stravio plene instructus sit, quomodo futuris quibusdam difficultatibus occurrere possit. Nam quorundam auditio testium hic inchoata fuit, antequam Commissio D. Stravii Romae fuisset expedita sine clausula Ratihabitionis ⁴⁵⁾. Differentia temporis est valde exigua, paucorum videlicet dierum, reliqua omnia legitime perfecta. Putant rem illam vel non esse advertendam aut movendam vel certe facile componendam. De his plura novit D. Fallais, quem ea de causa inter caeteras adhiberi rogo a Nobilitate tua, si de re fieri possit.

De impetranda remissione aliqua, nihil satagendum esse puto, sed solvendum sine mora quod juris fuerit. Quamquam pro Ecclesiae Catholicae et Romanae defensione labores illos et sumptus subiverim, ut (quod citra arrogantiam dictum sit) minoribus saepe causis aliquid tributum fuerit ⁴⁶⁾. Cum enim a sex annis quatuor Ministri haeretici Sylvaeducenses toti Belgio Catholico insultarent, publicoque programme typis quaquaversum sparso universos Ecclesiae doctores ad certamen de fide Romana provocarent, Principis et Nuntii Apostolici et Archiepiscopi Mechliniensis permissu ac mandato conditionem accepi. Cum vero certamen detrectassent, editis libris Romam a Nuncio Apostolico transmissis (quorum unus inscribitur *Alexipharmacum civibus Sylvaeducensibus propinatum*, alter, *Spongia Notarum Voetii* etc. ⁴⁷⁾). Ita retudi ipsorum vanitatem atque petulantiam, ut cum publica sua etiam inter suos infamia delitescerent ⁴⁸⁾. Testis hujus rei est postremus Nuncius Apostolicus ⁴⁹⁾, cujus

⁴⁴⁾ Sur Lambert Fallais, compatriote et ami de Motman (cf. *supra*, CXXXII.S., note 9), voir la *Correspondance*, p. 606.

⁴⁵⁾ F. Barberini n'avait accordé que le 22 décembre 1635 à Stravius les facultés qu'il reçut le 24 janvier 1636 (*Correspondance*, p. 600 — BRULEZ, *Correspondance de R. Pauli-Stravius*, Rome-Bruxelles, 1955, n° 257). Or, pressé par les ministres royaux, Stravius avait déjà commencé le procès de concert avec l'archevêque: les lettres testimoniales de l'Université de Louvain sont même du 28 novembre 1635 (Arch. Gén. du Royaume, f. U. L., t. 66, f. 45 r°-v°). Cf. *infra*, le P. S. de cette lettre.

⁴⁶⁾ Grâce aux sollicitations maintes fois réitérées de l'Infante, G. Chamberlain n'avait par exemple payé le 29 mai 1628 que mille ducats (EUBEL-GAUCHAT, *Hierarchia catholica*, Münster, 1935, t. IV, p. 374, n. 5). Sur la cause d'une rigueur plus grande dont Jansénius fut peut-être la première victime, cf. *supra*, CCVIII bis, note 29.

⁴⁷⁾ Cf. *Correspondance*, pp. 463-483, 492-516, 530-536.

⁴⁸⁾ *Ibid.*, pp. 469 sq., 475.

⁴⁹⁾ Fabio de Lagonissa, cf. sur lui *Correspondance*, p. 463.

auctoritate omnia gesta sunt ⁵⁰). Accedit quod depositiones juratae testium qui de statu dioecesis Iprensis exceptae sunt et processui insertae, palam ferant, omnia bona Episcopatus Iprensis quae in Galliis sita sunt, ex Episcopatu Morinensi applicata Iprensi ⁵¹), penitus hoc postremo bello Gallico esse vastata, ita ut ex eis nihil omnino praesente anno perceptum fuerit, nec adhuc percipiatur, aut durante bello percipiendum sit, imo Conductores passim contractibus renunciaverint ⁵²). Sed omnium istorum vereor nullam istic habendam esse rationem. Itaque, quemadmodum dixi, nolim propterea in sollicitando expeditionem differri. Itaque D. Laurenzo Thijs jussus est omnes pecunias necessarias suppeditare. Quatenus et quot Bullae istic pro talibus negotiis impetrandae sunt, istic notius est Nobilitati Tuae quam mihi. Quanquam si Bullarum expeditio longam tractura esset moram, considerandum relinquo Nobilitati Tuae utrum expediret impetrare Breve Apostolicum vi cuius possessio capi posset, ne cum incommodo meo diu protrahatur ⁵³). Itemque imprimis, an non sunt impetranda Bullae duplicata propter pericula itinerum hoc tempore turbulento, ut una pereunte, salvetur altera.

⁵⁰) Sur les éloges qu'il accorda à l'*Alexipharmacoon*, cf. *ibid.*, pp. 469 sq. Bien qu'ils n'aient pas eu d'effet (cf. *supra*, CCVIII bis, note 29), ces arguments firent impression sur les curialistes comme l'atteste le *Journal de Saint-Amour* (s. l., 1662, p. 327): « Nous allâmes visiter le 27 novembre 1652 Mgr Canzoni évêque de Borgo. Il nous dit... qu'il se souvenait de l'applaudissement et du consentement général avec lequel on s'était réjoui dans le Consistoire (dont lui était alors secrétaire) de sa promotion à l'évêché d'Ypres, et on lui avait accordé le gratis de l'expédition de ses bulles... Outre sa rare érudition, on avait considéré qu'il s'était trouvé trois fois dans des conférences célèbres avec des hérétiques, contre lesquels il avait soutenu noblement l'honneur de l'Eglise et la vérité de la foi ». Des inexactitudes dans des souvenirs vieux de vingt ans n'empêchent pas d'admettre la satisfaction du Consistoire.

⁵¹) Dix des trente chanoines d'Ypres portaient le nom de « chanoines de Morinie » et tiraient leurs revenus de l'ancien diocèse de Théroutanne. Le fait intéressait d'autant plus l'évêque qu'il jouissait lui-même d'un de ces canonicats (J. PAQUAY, *Les rapports diocésains de la province ecclésiastique de Malines au Saint-Siège*, Tongres, 1930, pp. 104 sq.).

⁵²) L'invasion française de 1635 avait évidemment eu des conséquences fâcheuses pour les biens en question. Cf. les dépositions relatives à l'évêché d'Ypres dans JADIN, *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome*, 1928, l. c.

⁵³) Il fut en effet nécessaire d'avoir recours à cette procédure. Après que la question du Cardinal-protecteur eut une première fois empêché la préconisation de Jansénius, son agent adressa une supplique à la congrégation consistoriale (cf. *supra*, note 42, s. f. et JADIN, *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome*, 1935, pp. 49 sq.): une commission composée des cardinaux Borghese, Pio, Bentivoglio et M. de Savoie donna un avis favorable. En conséquence, dans un consistoire tenu au Quirinal le 16 juillet 1636, Urbain VIII mit Jansénius à la tête

Est aliud cujus expedit Nobilitatem Tuam esse consciam. Liber est hic editus, cujus Janssenium auctorem esse dicunt, inscriptus *Alexandri Patricii Mars Gallicus, seu de justitia armorum et foederum Regis Galliae libri duo*. Primus ostendit Regis nostri praerogativas, et inanitatem praetensionum Regis Galliae in universa paene Europae Regna. Secundus totis viribus tuetur Ecclesiam, declaratque illicita atque impia esse foedera Gallorum cum Infidelibus, Hollandis, Suecis etc. quibus Religio Catholica paene pessumdat. Opus cum magno applausu omnium, maxime virorum ministrorum Regis, exceptum est, probantibus etiam multis Gallis ⁵⁴⁾, qui fatentur scriptum esse magna cum modestia, sine injuriis aut invectivis. Exemplar unum ad Em. Cardinalem Barberinum jam a longo tempore transmissum est a D. Stravio ⁵⁵⁾ : sed quo istic animorum motu exceptum sit, et utrum auctor agnoscatur, equidem hucusque nescio : quem aliqui suspicantur non futurum ea de causa Romae apud multos gratum, passurumque fortasse difficultates in impetranda confirmatione si Galli hoc subodorati fuerint ⁵⁶⁾. Sed de nemine in toto opere tam bene meritus est auctor, quam de Romana Ecclesia, cujus causam toto secundo libro ex professo contra ejus oppugnatores vehementer agit. Nec vero aequum videtur ut ab Hispano petantur presentationes personarum, quae Gallis placeant aut faveant ; vel ut fidelitas subditi erga causam sui Regis et Ecclesiae Christianae viro bono fraudi sit. Deus Perillustrem D. Tuam incolumem custodiat. Bruxella, 21 Feb. 1636.

de l'évêché d'Ypres, mais la nomination ne fut pas encore actée. Le Pape donna seulement le 21 juillet 1636 à Sainte-Marie-Majeure des lettres apostoliques confirmant « de fratrum consilio » la nomination de Jansénius dont il énumérait les qualités. Surtout, pour obvier aux inconvénients financiers de ce nouveau retard, il lui accordait le 19 août 1636 « par grâce spéciale » un bref de mise en possession : il l'autorisait à jouir du temporel « tout comme si ses bulles avaient été expédiées ». Le 18 septembre, le nouvel évêque faisait signifier le bref à ses chanoines. Les bulles avaient été signées la veille et elles permirent à Jansénius d'être sacré le 28 octobre (J. PAQUAY, *La préconisation...*, s. l. — JADIN, *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome*, 1928, p. 260 — LEYDECKER, *De historia jansenismi*, Utrecht, 1695, pp. 1 à 7 — A. VANDENPEEREBOOM, *Ypriana*, t. VI, pp. 143-150).

⁵⁴⁾ L'expression ne peut guère désigner que les adversaires de Richelieu réfugiés à Bruxelles avec Marie de Médicis et Gaston d'Orléans.

⁵⁵⁾ Cf. *Correspondance*, p. 604.

⁵⁶⁾ Cette indication étonnera ceux qui ignoreraient combien les Barberini, redoutant l'hégémonie de la maison d'Autriche en Italie, étaient alors peu favorables à l'Espagne. Le cardinal Borja l'avait reproché au Pape en plein consistoire. Cependant les craintes de Jansénius étaient exagérées et son livre fut seulement atteint par une mesure générale d'Urbain VIII défendant d'imprimer et de débiter à Rome de tels ouvrages. Voici en effet les termes d'une lettre

Perillustri dignitati tuae /
Obsequentissimus /
Cornelius Janssenius.

Quia Lovanii ordinariam habiturus videor ad tempus residentiam ubi professor sum Regis Sacrarum litterarum, dignabitur litteras suas destinare ad Reverendum Dominum *Henricum Calenum Pastorem S. Catharinae et Archipresbyterum Bruxellensem*, qui eas ad me destinabit ⁵⁷). Siquid novi sequentibus septimanis occurrat, id perillustri D. Tuae perscribam. Sin minus, exspectabo donec me responso suo dignetur.

Mirabitur puto Ill. D. Tua, cur D. Stravius datam suae Commissionis anticipaverit. Causa est quod ego, cum nossem Processum meum a solo D^o Stravio inchoari, eo quod scirem Internuncio Belgii vi officii nullam auctoritatem esse formandi processus, et Illustriss. Arch. Mechliniensis nollet D. Stravium offendere, eum per se solum inchoando ; tandem conventum fuit ut junctum eum formarent ea conditione, ut si interea ex Urbe mitteretur D^o Stravio auctoritas, omnia Romam mitterentur sub nomine solius D. Stravii. Cum jam simul inchoassent auditionem testium, supervenit auctoritas ex Urbe. Et hinc ortum, quod aliqui testes auditi sunt, ante datam Commissionis in Urbe expeditae. Dignabitur hac scientia, ea discretionem uti, ut nec ego hic offendam, nec istic causae meae noceatur. Hac de re plenius imbutus est D. Fallais ⁵⁸).

Autographe, Bibliothèque des Grands Carmes, Rome, 10, via Sforza Pallavicini. Le début de la lettre suivante explique pourquoi cette bibliothèque en possède deux exemplaires exactement de même teneur. L'un et l'autre nous ont été communiqués par l'obligeance du R. P. Hoppenbrouwer.

de Rome que Froidmont communiquait au président Roose le 23 mars 1639: « Le livre *Armacanus* a été défendu ici par le Maître du Sacré-Palais, autrement y fût-il réimprimé de nouveau. L'ambassadeur d'Espagne en a fait venir cinquante d'Hollande, mais personne ne le tient ici ouvertement, d'autant qu'ici où l'on est neutre, on ne permet aucun livre contre l'une ou l'autre couronne. Je l'ai pourtant trouvé et lu en partie dans la bibliothèque du Card. Patron Franc. Barberini, lequel était de la première édition » (Arch. Gén. du Royaume, f. Roose, t. 44, f. 272).

⁵⁷) Sur Calenus, cf. *supra*, CLXXXVII.S., note 18. Bien qu'il fût recteur, Jansénius avait été dès le 3 novembre 1635 autorisé par une congrégation extraordinaire à s'absenter pour ses affaires personnelles (*Acta Universitatis*, Arch. Gén. du Royaume, f. U. L., t. 66, f. 41) et n'avait plus dès lors fait à Louvain que de rares apparitions. Il est à peu près sûr qu'il logeait chez Calenus.

⁵⁸) Cf. *supra*, note 45.

CCX.SS.

JANSÉNIUS À ROBERT PRAETS

25 mars 1636.

Perillustris Domine,

Jam binas ad Nobilitatem tuam dedi 21 et 28 Februarii ejusdem exempli, quibus eam rogavi, dato etiam mandato seu procuratorio, ut confirmationem praesentationis meae ad Episcopatum Ipreensem, Bullasque impetrandas prosecui dignaretur, et Dominum Fallais sibi substituere, propter causas uberius allegatas. Exposui quoque quo pacto a D. Stravio quacumque instantia impetrare non potuerim, ut Processus immediate ad Nobilitatem T. dirigeretur, quod non mediocriter mihi molestum fuit. Neque vero difficultas forte suboriretur in annumeratione paecuniarum quas D^s Laurentius Thijs suppeditabit juxta ordinationem jam saepius iteratam a D. Andrea de Schutter mercatore Antverpiensi, mitto his adjunctas litteras Cambii in forma, easque secundas : primas nam quae forte periere ab octo diebus misi : juxta quas N. T. ab eo accipiet pecunias omnes ad expeditionem istius negotii mei, et Annatae solutionem necessarias, quarum computum eo finito, remittere mihi placebit, ut eas hic refundam. Remissionem aliquam non opus est urgere, sed solvatur quod juris est, sine disceptatione, nisi aliud significem. Nam quamvis bona in limitibus Franciae sita praeteriti anni bello vastata sunt, et adhuc vastanda videantur, puto istic nullam istius rei habitum iri rationem, vel remissionem non tanti fore, ut molestiae et sumptus suscipiendi videantur. Alioquin in ipsa informatione de Statu Episcopatus Iprensis quae pars processus est, istius vastationis fit mentio. Sed, ut dixi, non opus est ea de causa expeditionem Bullarum differri. Deus perillustrem Amp^{em} T. ad multos annos tueatur. Lovanio, 25 Martii 1636

Perillustri Dominationi Vestrae /

Servus obsequentissimum /

C. Janssenius

Adresse : Perillustri Domino / Domino Roberto Praets.

Autographe, Bibliothèque des Grands Carmes, Rome.

DE RETORSIONIBUS

Non seulement son époque, son milieu et sa biographie ne prédisposaient guère Jansénius, Hollandais qui avait bravé les édits des Etats en acceptant de diriger un séminaire en pays espagnol, à se faire le champion de la liberté de conscience, mais il avait dans ses ouvrages publiés pris explicitement position contre elle. En juin 1630 son *Alexipharmacon* répondait aux ministres de Bois-

le-Duc qui se vantaient des martyrs de leur cause : « Debitum supplicium tulerunt » (4^e éd., 1641, p. 597, cf. *Correspondance*, p. 471). Beaucoup plus explicite, son *Mars Gallicus* (1635) condamne après saint Augustin et les Pères la « libertas erroris, libertas haereseon » (II, 26, 28, Louvain, 1639, pp. 336-339, 350 sq. ; cf. sur le droit de glaive, II, 26, p. 336) et accuse le roi de France d'être responsable de son extension d'une façon qui n'est pas seulement indirecte, puisqu'elle découle, « per se et non solum per accidens », de son alliance avec les Etats-Généraux (II, 13 à 15, pp. 272 sqq.).

Son bon sens pastoral fit cependant que l'attitude de Jansénius évêque fut parfois différente de celle qu'on eût attendue de Jansénius écrivain. En particulier, il adopta sur la matière présente une position voisine de celle qui recevra beaucoup plus tard le nom de distinction de la thèse et de l'hypothèse. Il y fut amené par le problème des « rétorsions ». Celui-ci avait son origine dans l'existence très ancienne de « terres de contribution » : peu nombreuses, les troupes des pays en guerre étaient en effet normalement en garnison dans des places fortes ou citadelles, mais des raisons surtout économiques les amenaient à tenter des raids plus ou moins espacés contre les campagnes voisines. Les soldats protestants s'attaquaient alors de préférence aux biens d'Eglise (sur les « terres de contribution » des diocèses de Bruges et d'Anvers en 1623 et en 1631, cf. *Dict. Hist. Géog. Eccl.*, t. III, c. 647). Ces opérations commencèrent à changer de caractère après la chute de Bois-le-Duc (septembre 1629). Les Etats décrétèrent aussitôt (20 octobre et 12 novembre 1629) l'interdiction complète du culte catholique dans la ville et dans les quatre-vingt paroisses de la Mairie (cf. *Mars Gallicus*, II, 26, p. 338) qui étaient censées conquises en même temps qu'elle. L'Infante Isabelle donna en revanche aux prêtres l'ordre de rester sur place et, en même temps, fit enlever tous les pasteurs ou « prédicants » dont les Espagnols purent s'emparer aux environs de l'Ecluse et de Berg-op-Zoom. La question fut discutée lors des négociations de Tilburg (janvier-juillet 1630), mais sans succès (cf. *Correspondance*, p. 440, n. 10, et R. DELPLANCHE, *Pierre Roose*, Bruxelles, 1945, p. 33). D'où, le 13 juillet 1632, des levées de subsides dans la Mairie suivies, le 23, de représailles dans le quartier d'Anvers. D'autres « rétorsions », de plus en plus étendues, suivirent les 21 novembre 1633, 25 janvier 1634, 30 mars 1634, 15 avril 1634. Quelque temps interrompues par les négociations pour une trêve, elles reprirent le 4 décembre 1635,

les Etats édictèrent une nouvelle ordonnance le 23 février 1636 et un grand placard de rétorsions le 2 décembre 1636 : tous les ecclésiastiques des Pays-Bas devaient payer une rançon de cinq cents ou mille florins. Il n'est donc pas étonnant qu'on ait compté six-cent-quatre-vingt-dix curés et prêtres fugitifs, tandis que seulement huit pasteurs avaient été chassés du diocèse d'Anvers et vingt-deux de Hollande méridionale entre Meuse et Waal (cf. Fl. PRIMS, *De schrikkelijke jaren van de Retorsie, 1632-1642*, dans *Taxandria*, t. 39, 1932, pp. 72-84).

Ce résultat désastreux était attribué le 22 mai 1641 par le jésuite Jean de Tollenaere à l'entêtement du chef-président Pierre Roose : « Cum praetexerit se stare velle pro puncto honoris Regis Hispaniae, causa fuit cur, per repraesalia Hollandorum, jussi sint exulare pastores et sacerdotes ex omnibus terris contributionis, nec mutare voluit sententiam, etsi episcopi instarent et ostenderent incredibile damnum animarum. Multa enim hominum millia sine confessione aut viatico (ad quae anhelabant aut quibus valde indigebant) e vita discesserunt. Duravit enim haec miseria multo tempore » (dans L. CEYSENS, *Sources relatives aux débuts du jansénisme*, Louvain, 1957, p. 78).

Roose avait-il cherché à faire approuver sa conduite par l'évêque d'Ypres dont il avait vivement souhaité la promotion et qui avait suivi ses indications dans son *Mars Gallicus* ? Nous croyons plutôt qu'il le considérait comme le théologien le plus capable de donner des avis prudents sur les matières mixtes. Il l'avait d'ailleurs déjà mis à l'épreuve au sujet des monnaies, des serments des magistrats, du mariage de Gaston d'Orléans, et chaque fois avec grand succès (*Correspondance*, p. 582). Ces consultations répétées devaient d'ailleurs lui permettre de faire entrer bientôt Jansénius au Conseil d'Etat : les théologiens de Louvain l'annonçaient dès décembre 1635 et les jésuites n'en doutaient pas non plus (Arch. Gén. Roy., f. U. L., t. 388, f. 53 v° — J. DE MONBRON, *Disquisitio... historico-theologica an jansenismus...*, 2^e p., s. l. n. a. (1692), p. 16).

Quoiqu'il en soit, l'évêque d'Ypres répondit le 6 février 1638 à la question : le mal causé par les rétorsions doit-il faire tolérer l'exercice du protestantisme dans le district de Bois-le-Duc (ff. 2 r°, 3 v°) et dans la Campine (f. 5 v°) ? Son mémoire aurait dû être joint à la lettre adressée le 11 mars 1638 au Roi par le Cardinal-Infant, mais il fut envoyé peu après à André de Rojas par Francisco de Galaretta, secrétaire d'Etat à la guerre à Bruxelles (J. CUVELIER

et J. LEFÈVRE, *Correspondance de la Cour d'Espagne sur les affaires des Pays-Bas*, t. VI, *Supplément 1598-1700*, p. 473).

Si le *De retorsionibus judicium* commence par des concessions apparentes à la thèse de l'unité absolue de culte, c'est peut-être pour ménager des contradicteurs puissants, mais c'est surtout que la force de leurs arguments n'échappait pas à l'auteur du *Mars Gallicus*, au disciple de saint Augustin (bien qu'il le cite plusieurs fois avec exactitude, Jansénius réussit à faire oublier quelle était sa position en la matière). Il peut se réclamer à meilleur droit du principe du moindre mal énoncé dans un passage de la II^a II^{ae} (q. 10, art. 11) déjà cité dans le *Mars Gallicus*, II, 26, p. 335 (« ritus... non tolerandi... nisi forte ad aliquod malum vitandum »). Cette condamnation de la « fausse liberté » lui ayant permis de mettre hors conteste son orthodoxie et de présenter sa solution comme un milieu entre deux extrêmes, Jansénius l'expose en termes très nets. Après avoir énoncé le problème, il dégage en véritable historien le fait qu'en cinquante ans le calvinisme avait si complètement perdu sa séduction spirituelle qu'il avait peine à se maintenir, même là où son pouvoir politique était incontesté (il abandonne ainsi implicitement le principe invoqué par le *Mars Gallicus*, II, 27, pp. 333 sq. : l'autorité des gouvernants entraîne les peuples à l'hérésie). Il n'a pas de peine à faire une énumération convaincante des inconvénients religieux de l'absence de prêtres et se montre plus original en signalant le bénéfice psychologique que les Etats-Généraux tiraient de la tolérance qu'ils affectaient (le *Mars Gallicus*, II, 28, pp. 352, 357, insistait au contraire sur l'opposition des Centuriateurs et de Paraeus à la liberté de conscience et sur la mauvaise foi des Gomaristes). Si le protégé de Roose souligne ensuite les avantages politiques de sa solution, ce n'est pas seulement parce qu'il s'adressait à des hommes d'Etat : à ses yeux catholicisme et loyalisme à l'Espagne furent toujours liés. Il termine par une habile utilisation de la parabole de l'ivraie qu'il avait d'abord fait semblant d'abandonner, et par des conseils pratiques qui paraissent judicieux sur les moyens de conclure avec les Etats-Généraux un accord qui, des rétorsions, pourrait s'étendre aux contributions.

Voir sur l'ensemble du problème traité ici par Jansénius E. HUBERT, *Etude sur la condition légale des protestants en Belgique depuis Charles V jusqu'à Joseph II*, Bruxelles, 1882, et W. P. C. KNUTTEL, *De toestand der Nederlandsche Katholieken*, La Haye, 1892.

De retorsionibus judicium

6 février 1638.

[f. 1, r^o] Nihil est in iis quae de rebus agendis disputantur quaestionibus, quod perplexiores difficultatum nodos ingerat, quam quaedam quasi pugnae Scripturarum atque rationum, quibus quasi ponderibus animus nunc in hanc, nunc in illam partem libratur et vergit quamdiu liquido non potest, discussis nebulis, quibus propter circumstantiarum contrarietatem ac multitudinem involvitur, cardinem veritatis attingere. Quibus molestiis ut sese expediant homines, plerumque errant, non servantes modum, et cum in unam partem inclinari coeperint, non respiciunt alia vel humanae momenta rationis, vel divinae auctoritatis testimonia quibus possunt ab illa intentione revocari, et in ea quae ex utrisque moderata est veritate et moderatione consistere.

Quod ne accersitis aliunde exemplis quae in promptu posita sunt, ostendamus, in hac ipsa causa tolerandorum haereticorum quae habetur in manibus. Quidam, cum intuentur vel malorum gravitatem, vel periculorum magnitudinem quae ex ministrorum haereticorum nascuntur tolerantia, vel praeceptorum severitatem quibus in Scripturis admonemur fugere haereticos, ut Ethnicos habere Ecclesiae contemptores, a compage corporis membrum quod nos scandalizat avellere ⁵⁹⁾, aliaque tum Pontificum, tum Principum decreta quibus impiarum superstitionum ritus omnibus modis comprimendos esse sanciunt, magnopere ad excludendum universum sectarum quarumlibet ministerium accenduntur, qui zelus eo justior iis qui sic moventur apparet, quod in Veteri Testamento reges illi, qui verum Dei cultum alacriter defenderunt, dilapsumque restituerunt, David, Josaphat, Ezechias, Josias, summa cum laude celebrantur, qui neglexerunt, non minore vituperatione culpantur. Ex quo illud Augustini fluxit : *Temporibus prophetarum omnes* [f. 1, v^o] *reges qui in populo Dei non prohibuerunt, nec everterunt quae contra Dei praecepta fuerant instituta, culpantur : et qui prohibuerunt et everterunt, super aliorum merita laudantur* (Epistola 50 ad Bonifac.) ⁶⁰⁾.

Quidam vero e contrario, cum fidem esse debere voluntariam et a Principibus mala etiam gravia permitti posse didicerint, et per Scripturas bonorum malorumque peremptionem sive in mundo, sive in Ecclesia sic demonstratam vel praedictam esse perspexerint, ut usque *ad messem crescere* ⁶¹⁾ jubeantur, relaxandam esse putant omnem Ecclesiae disciplinam, et nescio qua securitatis perversitate Religionis libertatem ubique locorum jussu et armis aperiendam et inferendam sibi esse persuadent.

⁵⁹⁾ Cf. *Mars Gallicus*, II, 26, éd. de 1639, p. 336.

⁶⁰⁾ Dans la réimpression des *Opera omnia* de Louvain donnée à Paris en 1614, t. II, p. 80 D.

⁶¹⁾ Matth. XIII, 30.

Nos vero ad sanam doctrinam pertinere arbitramur, ex utroque extremo temperatam vitam sententiamque moderari, ut neque patientiae indiscretæ nomine torpescamus, quasi ad Principes et Antistites nihil in hoc genere spectaret nisi dicere quid cuique cavendum, faciendum, credendumque sit, quo vero quisque modo reipsa credat, aut colat Deum, susque deque ferre : neque obtentu zeli ac diligentiae tanto periculosius quanto quasi religiosius saeviamus.

Quapropter in ista de Retorsionibus confirmandis tollendisve quaestione, salvo sanius existimantium iudicio, ita censeo.

1^a Quaestio : **An tolerari possint aliqui ministri Calviniani ?**

Primo si rem generatim in se ipsa spectatam ponderemus, rectissime rigorem severitatis adhiberi ne haeretici ministri in illas ditiones Catholicae Majestatis, ubi numquam Calvinianae superstitionis exercitium admissum fuit, admittantur. Hoc enim postulat et ipsa Lex [f. 2, r^o] intemeratae Religionis, quae in unitate cultus et fidei Deum Verum colendum praecipit, et ipsa naturae instituti principatus quae gravia subditorum pericula et scelera, sine quibus haeresis esse non potest, ab eis penes quos gubernandae Reipublicae auctoritas fuerit arcenda, tollenda, punienda, praescribit. *Non enim sine causa gladium portat princeps, Dei enim minister est, vindex in iram ei, qui malum agit* ⁶²⁾, de quo non est uberius satagendum, cum lex illa domui Austriacae quasi capitalis esse videatur.

2^o Censeo, in casu et circumstanciis, in quibus versamur, licitum esse Principi temperare istum severitate [sic] rigorem, permittendo paucis quibusdam ministris Calvinianis libertatem habendarum concionum et exercendae suae superstitionis in districtu Sylvaeducensi, ea lege ut fugati Pastores et Clerus bonis et sedibus suis et functionibus restituantur. Nam quamvis divina lege vetitum sit facere mala ut eveniant bona, non est tamen semper vetitum mala quaedam Reipublicae perniciose tolerare seu permittere ut aliud gravius impediatur malum, vel ne excellentius impediatur bonum ⁶³⁾. Quae duae omnino causae et solae sunt, propter quas Principibus fas est severitatem in auferendis castigandisque facinoribus relaxare. Quas etiam ob causas Deus ipse cujus regimen omnis bonae gubernationis exemplar est, quamvis omnipotentis sit bonitatis et potestatis, mala non pauca vel parva in Angelis et hominibus etiam innocentibus permittere voluit, *melius judicans utrolibet isto modo de malis benefacere, quam mala nulla esse permittere* (August. in *Enchir. ad Laurent.*, c. 27) ⁶⁴⁾. Cum igitur omnis humanus principatus

⁶²⁾ Rom. XIII, 4, déjà cité dans le *Mars Gallicus*, II, 26, p. 336.

⁶³⁾ Jansénius s'efforce de montrer qu'il n'applique pas le principe « la fin justifie les moyens » comme son pamphlet (II, 13 à 15, pp. 272 sqq.) reprochait à Richelieu de le faire, mais celui du moindre mal, pris à saint Thomas (cf. *supra*, p. 252).

⁶⁴⁾ Edition de 1614, t. III, p. 71 A.

ex divino derivetur, eumque in gubernando imitari debeat, recte nonnulla mala in Republica sibi commissa tolerat, ne vel magnis [f. 2, v^o] quibusdam commodis careat, vel gravioribus incommodis opprimatur. Hoc vero in praesenti controversia quam maxime habere locum, non aliunde quam ex comparatione malorum utrimque circumstantium demonstrari potest.

Gravissimum incommodum quod ex aliquot ministrorum tolerantia expectari potest, vel solum istud, vel pene solum est quod ex ista publica concionum rituumque superstitiosorum libertate subditi in illis locis ubi ministri collocandi sunt in fide pervertendi, et cum fide erga Deum etiam fidelitate erga Principem suum exuendi esse videantur. Capitale profecto telum quo jugulum ejus quod praecipuum est in Republica, sive Deum sive Principem spectes, petitur. Quae quidem ratio arcendae a Republica tantae perniciiei fortassis eos pepulit qui Retorsiones istas quoquomodo manutenendas putant.

Sed si oculos in diversum convertamus, mala quae ex ista praerupta severitate sequi cernimus et sentimus, sine comparatione majora judicanda esse videntur. Nam imprimis, quamvis abstractim res intuendo haereseos praedicandae libertas per se nata sit populi animos pervertendo corrumpere, hac tamen tempestate ita novitatis istius audiendae prurigo deferbuit, praecipue in nostro Belgio, ubi haereseos Calvinianae vanitas percognita est, et funestissimarum tragoediarum ex ea pullulantium experimenta nondum animis exciderunt, ut istius impietatis libertas quae olim eradicandae fidei praesentissimum venenum erat, nunc ad eam quodammodo confirmandam Deo miserante facere videatur. Middelburgi, Flissingis, Enchusae, [f. 3, r^o] et in aliis quibusdam oppidis Zelandiae, Hollandiae, Frisiae, cum primum haeresis Calviniana nasceretur, tantus animorum torpor aut frigus erat, aut ardor hauriendae novitatis, ut spatio unius anni aut biennii urbes integrae quae Catholicae esse videbantur ad primum istius pestis afflatum a fide in perfidiam transferrentur, ita ut vix unus velut in vindemiata vinea racemus superesset fidelis Regi aut Deo. Nunc e contrario perspecta istius erroris fallacia et perniciies experta fecit, ut omni arte ac marte satagentibus ministris atque Ordinibus confoederatis vix unus, aut verius nec unus quidem quibusdam in locis qui non ante suspectus vel corruptus fuerit, in partes eorum pellici potuerit ⁶⁵⁾. Testis est lucu-

⁶⁵⁾ Le contraste entre les progrès foudroyants de la Réforme aux Pays-Bas au XVI^e siècle (sur ses causes, l'immoralité, l'ignorance et la tiédeur du clergé, cf. les études de Post et la *Correspondance*, pp. 4-7) et son échec presque complet dans les territoires conquis par elle au XVII^e siècle est en effet frappant (l'exécution d'Oldenbarneveldt marque, de ce point de vue, un tournant). La pénétration de Jansénius est d'autant plus remarquable qu'il était difficile de juger, moins de dix ans après la chute de Wesel et de Bois-le-Duc, si ce renversement de tendance serait définitif.

lenta Sylvaducis, Ruraemunda, Trajectum ⁶⁶⁾, ubi non aliud libertate Religionis effectum est, nisi ut quam alte fides pectoribus Catholicorum fixa fuerit nosceretur. Testis maxima pars Hollandiae ubi insanae concionatorum haereticorum undique circumstrepunt voces : nec aliud hactenus actum scimus, nisi ut ii quorum parentes tam facile primae haereseos obortae novitate capti sunt, filii deprehensae erroris vanitate et immanitate, resipiscant ⁶⁷⁾. Testis liber M. Antonii de Dominis, Archiepiscopi Spalatensis, qui cum omni genere fallaciae et eruditionis instructus sit, si majorum nostrorum aetate prodiisset, tamquam pestis praesentissimae exhalatio mundo fuisset formidabilis. Nunc nec unum quidem quod sciatur ineruditum, aut eruditum, ab Apostolicae Sedis fide aut reverentia divellere potuit ⁶⁸⁾. [f. 3, v^o] Tantum refert quo tempore, quo rerum et animorum statu, doctrina quaeque spargatur. Quo fit ut omnino credam paucorum Ministrorum tolerantiam perexiguam ad extirpandam Catholicam fidem in districtu Sylvaeducensi momentum allaturam. Quod eo minus formidolosum videtur, quo eis aptiora ad resistendum loca tradantur, pastoresque vel in iisdem, vel in vicinis municipiis doctiores haereticis opponantur. Ita jam olim in similibus circumstantiis judicabat S. Athanasius, qui cum ab eo Constantius Imperator Arianus peteret ut sibi una ecclesia ritibus et concionibus Arianis habendis destinanda Alexandriae traderetur, ubi episcopalem curam gerebat, Athanasius, paratum se professus est, dummodo vicissim una Antiochiae Catholicis traderetur. Cernebat enim Praesul sagacissimus illo tempore quo jam haeresis Arianæ novitas et audiendi cupido in animis hominum nonnihil deferbuerat, et isto loco ubi antidotum paratum erat ad manum, nihil aut perparum nocuenti ex erroris istius praedicandi libertate formidandum, et si quid forte suboriretur, facile Antiochena messe compensandum (*Zozomenus, lib. 3, cap. 19*) ⁶⁹⁾.

Jam vero si ex alia parte mala illa quae ex isto Retorsionum rigore in Rempublicam sequuntur, sinceriori trutinazione pendamus, deprehendemus, nisi fallor, ea majorem afferre et Religioni et Regi sine comparatione perniciem, quam ea quae ex ministrorum pau-

⁶⁶⁾ Villes tombées au pouvoir des Etats entre 1629 et 1632.

⁶⁷⁾ Les missionnaires séculiers et réguliers obtinrent en effet à cette époque de nombreuses conversions : les rapports adressés à Rome par Rovenius permettent d'en suivre les progrès (cf. J. DE JONGHE, *Phil. Rovenius, Archief... Utrecht*, t. 50 ; cf. aussi *ibid.*, tomes 31 et 32, 1905-1906).

⁶⁸⁾ Cf. *Correspondance*, pp. 16, 18 sqq., 171, 173. La remarque de Jansénius ne paraît pas contestable et trouve une confirmation dans les craintes sans objet qu'éprouva la Cour de Rome lors de la publication du *De Republica Christiana*.

⁶⁹⁾ Ce passage est d'autant plus piquant que le *Mars Gallicus* (II, 27, pp. 345 sqq.) s'indignait violemment des cessions d'église (à Maestricht, Ruremonde et Venlo) dont il rendait la France responsable et invoquait à ce sujet divers Pères et historiens anciens dont... Sozomène (p. 347).

corum tolerantia formidanda esse monstravimus. Nam imprimis videmus non solum ex illis paucis locis quibus [f. 4, r^o] ministri haeretici inferendi sunt, sed ex universa Taxandria seu Campinia, ditione Trajectensi, Limburgensi, Juliacensi ⁷⁰⁾, parte Flandriae, et aliis nonnullis locis universos fugatos esse pastores ac sacerdotes, ex quo fit ut loco paucorum qui forte (si multum haereseos istius praedicandae libertas nocere statuatur) infidelitate perirent, innumeri sive parvuli, sive adulti, sine instructione in fide vivant, sine sacramentis moriantur et pereant ⁷¹⁾.

Quid autem interest quo quisque modo pereat si interim perit ? Nec hoc ipsum quod tantopere formidamus malum Retorsionum severitate fugimus, sed incurrimus. Nam primo haereticis familiare est clanculum *penetrare domos* ⁷²⁾, ut Apostolus docet, suumque virus eo perniciosius, quo occultius, instillare. Nam longe potentius imperitorum animos movet id quod eis privatim specie charitatis familiari sermone proponatur, quam quod publice omnibus proponitur. Quemadmodum secreta confessoris admonitio longe vehementius poenitentis animum percellet, quam quod palam omnibus, ideoque saepe nemini, dicitur. Itaque dum unum concionatorem ex pulpito fugamus, plures clanculum intromittimus vel relinquimus : adversus quos nullum vulneratis antidotum, pulsus pastoribus, adhiberi potest.

Deinde quamvis malum illud cessare statuamus, ex alio latere deserto gregi patentissima ad perfidiam porta patet. Nam longi temporis experientia patefactum est, per seipsam languescendo deficere ac perire Catholicam fidem ubicumque ablatum fuerit istud pignus nostrae salutis, *juge sacrificium* ⁷³⁾ [f. 4, v^o]. Cujus rei causa duplex esse videtur, una, quod sacrificium istud non nisi fuga sacerdotum auferatur. Ubi autem sacerdotes fugati sunt, statim perit omnis fidei institutio, morumque disciplina. Hinc vitae in populo certissima dissolutio, et ex dissolutione rerum credendarum agendarumque contemptus, et ignoratio, et ex ignoracione

⁷⁰⁾ Située entre la Flandre et le Limbourg, la Campine avait pour villes principales Turnhout et Herenthals. Berg-op-Zoom se trouvait proprement en Taxandrie. Jansénius cite ensuite la région de Maestricht, le Limbourg, le duché de Juliers qui (le R. P. A. de Veer, A. A., me le rappelle à propos) couvrait une grande partie du diocèse de Ruremonde. Frédéric-Henri s'étant emparé en 1632 de toutes les villes fortifiées du Limbourg (Venlo, Straalen, Ruremonde, Sittard, Stevensweert) et de Maestricht, cette région eut, jusqu'en 1638 à souffrir de terribles mesures de rétorsion de la part des Hollandais et des Espagnols (L. J. ROGIER, *Geschiedenis van het Katholicisme in Noord-Nederland in de 16^e en 17^e eeuw*, Amsterdam, 1945, t. I, p. 627).

⁷¹⁾ L'argument se retrouvera sous la plume du P. J. de Tollenaere, cf. *supra*, p. 253.

⁷²⁾ 2 Timoth. III, 6.

⁷³⁾ Daniel VIII, 11-13; XI, 31; XIII, 11 sq.

fidei Catholicae, mors. Altera quod nescio quis occultus ardor ex isto auctore fidei et consummatore fidei Jesu substantialiter in sacrificio praesente et per sacrae Synaxeos frequentationem quodammodo pectoribus incorporato fidelibus inspiratur. Unde nascitur ut illa quotidiana fidei refectio insuperabiles vires tribuat, quibus adversus omnes perfidiae arietes immobiles invictique perseverent ⁷⁴). Quid igitur ex ista generali pastorum sacerdotumque dispersione nisi in universo isto populo deserto morum barbaries et fidei interitus exspectandus est ?

Hinc aliud non parvi sane pendendum consequetur malum. Prudentibus enim perspicuum est, nihil in Belgio efficacius esse, quo subditorum animi cum Principe suo colliguntur, quam Religionem. Hanc e medio tolle, confestim turmatim virent alienationes, proditiones, rebelliones. Quid enim magnam partem subditorum in provinciis rebellibus Principi suo devotissimos devinctissimosque etiamnum detinet, nisi unitas fidei ⁷⁵) ? Quid alios [f. 5, r^o] ibidem disjunctissimos, nisi infidelitas, quae ipsos pariter a Dei Religione et Regis subjectione dirupit ? Languescente igitur per pastorum abactionem Catholicae Religionis disciplina ac fide, non est quod speret Rex integram sibi mansuram illibatamque subditorum erga se devotionem atque obedientiam. Norunt hoc rebellium provinciarum Ordines ac de industria hanc eo flectendam occasionem eaque abutendum putant. Jam enim spargere coeperunt, non se, sed Regem, tot malorum quibus afficiuntur subditi Regis esse causam, se paratos concedere Catholicae Religionis libertatem pastorumque redditum si paucis duntaxat ministris detur locus : Regem nec tantillum subditis suis indulgere velle. Hinc et Sylvaducis sacerdotes exacti, et exigendorum caeterorum ex Provinciis confoederatis minae, ut et ostendant quid, si libeat, facere possint, et quid Regis, ut aiunt, duritia facere compellantur. Ita invidiam malorum omnium in Regem conferunt ut, quod ipsi hactenus obstinatione sua adversus Catholicam Religionem consequi nequiverunt, fucatae istius indulgentiae ostentatione consequantur ⁷⁶).

Denique ut quaestionis istius genuina intelligentia magis eluceat, animadversione dignum est, non tam agi hoc loco utrum haereseos exercitium in locis ubi Catholicae Religionis usus viget, admittendum sit ; quam utrum Catholicae Religionis publicum exercitium in

⁷⁴) Argument inattendu sous la plume de celui qu'on considère comme le fondateur du jansénisme.

⁷⁵) Les hommes d'Etat de Bruxelles et de Madrid devaient être sensibles à ces conséquences, d'ailleurs fondées : seuls des soucis religieux purent faire supporter aux provinces du Sud les inconvénients de la domination espagnole.

⁷⁶) La propagande des Etats devait d'autant plus insister sur ce point qu'ils étaient obligés par leurs traités avec la France à maintenir l'exercice du catholicisme dans les territoires dont ils s'emparaient (cf. *Mars Gallicus*, II, 26, pp. 333 sqq.).

loca unde exulat reducendum. Est enim perspicuum cultum Religionis Catholicae universum una cum concionibus, sacerdotibus, et sacrificio, a locis omnibus tributo obnoxiiis penitus exterminatum esse, et porro ulterius sine spe restitutionis exterminandum, nisi vi potentiore per vicinarum urbium recuperationem velut unicum Religionis ibi manutenendae praesidium, reducat. Prima quaestio merito nonnullam dubitationem nisi certae circumstantiae deformitatem deleant, habere potest, secunda nullam. Quis enim non primo intuitu cernat bonum, licitum, laudabilem Principis conatum esse quo exulantem e tota Campinia aliisque districtibus Religionem, una cum sacerdotibus totoque Catholicae disciplinae apparatu splendori suo restituat, tametsi pauculos ministros insaniae suae quibusdam in locis indulgere permittat ? Perinde hoc est ac si quaereretur utrum recte fecerit Princeps si Religionis Catholicae publicum exercitium toti Sylvaeducensi aut Antwerpiensi ditioni reddat, ea lege ut paucis in pagis Calvinianis ministris haud secus atque Catholicis libertas relinquatur. Quis enim sanae mentis dubitaverit recte partem restitui ubi totum non potest ? Et perperam totum corpus abjici quia exiguae particulae plena sanitas obtineri simul nequit ? Utinam per universas Regis provincias quibus rebellium arma dominantur, Catholicis libertas exercendae Religionis ea conditione redderetur ut non pauculi, verum tot quot rebellibus visum esset, ministri tolerandi forent, quamvis eodem etiam arma nostra pertingerent. Ab utrisque enim locis sacerdotes pulsi sunt, hac una differentia quod recentius istud vulnus acerbior dolore sensus nostros ferit.

2^a Quaestio : **An tolerari debeant ?**

Quae si vera sunt, facile consequenter patet utrum Princeps hujusmodi tolerantiam ex conscientiae lege indulgere teneatur. Nam quemadmodum ecclesiasticam potestatem antistitibus, ipsisque apostolis *Dominus dedit in aedificationem et non in destructionem* ⁷⁷⁾, ut propterea sese existimare debeant non rerum [f. 6, r^o] sacrarum dominos sed *fideles dispensatores mysteriorum Dei* ⁷⁸⁾. Ita quoque principibus saecularibus potestas gubernandi populi a Deo tradita est, non ut suis ipsorum sed Reipublicae emolumentis et necessitatibus consulant. Nullo quippe pacto leges et labor eorum in procuratione Reipublicae pugnare adversus ejusdem utilitates debent, sed ei potius deservire meminisse debent. *Non Rempublicam suam esse sed se Reipublicae*, utpote cui tanquam homerico ποιμένα λαῶν *pastori populorum, non civium servitus, sed tutela tradita est* (Seneca de Clem.) ⁷⁹⁾.

Peccat igitur in officii divinitus concessi leges, qui Reipublicae necessitate non temporali tantum, quae facilius justa quapiam ra-

⁷⁷⁾ 2 Cor. XIII, 10.

⁷⁸⁾ I Cor. IV, 1-2.

⁷⁹⁾ Cette théorie du bien public semble thomiste.

tione praeteriri potest, sed spiritali flagitante mali cujuspiam tolerantiam, rigidae severitatis obtentu, salutem animarum subditorum in periculum et perniciem praecipitat, ipsamque Religionem, ne paucis in pagis violata vel sit, vel esse videatur, in eisdem istis pagis et provincia paene universa certae ruinae exponit.

Nec sane video quo modo hic non in dominicum praeceptum impingamus, quo servis ardentiore zelo zizania ex agro Domini sui colligere properantibus, dominus respondit : *Non ; ne forte colligentes zizania, eradicetis simul cum eis et triticum* ⁸⁰⁾. In quibus verbis Doctorum omnium coryphaeus S. Augustinus non consilium, sed verum praeceptum a Domino principibus Ecclesiae datum esse definit, ne mala et malos imprudenti severitate ita persequi ac tollere conentur, ut simul etiam bonis, praesertim infirmis perniciem ferant. *Absit, inquit, a servis patrisfamilias, ut immemores sint praecepti Domini sui : et sic adversus zizaniorum multitudinem flagrantia sanctae indignationis ignescant, ut cum ea volunt ante tempus colligere, simul eradicetur et triticum* (lib. 3 contra litter. Petil., c. 4) ⁸¹⁾, hoc est ut salus infirmorum et tanquam lactentium frumentorum, rigida ista severitate, vel severitatis umbra et crudelitate, laedatur. Cum enim hujusmodi rigor in Principe medicinalis esse debeat, ut per eum subditorum salus quantum fieri potest in tuto collocetur : si et illa ipso rigore periclitatur aut perditur, jam non solum superfluous, sed et perniciosus, et propterea neque medicinalis esse convincitur. Tenetur igitur eum temperare, et permittere quae dicta sunt mala, ut alia superius recensita longe graviora caveantur.

Non est igitur quod bonus Princeps istam adhibendo ministrorum haereticorum tolerantiam [f. 7, r^o] se officio suo defuisse vel Ecclesiam neglexisse vereatur. Non sola scelerum indulgentia sed et importuna coercendi pervicacia salus Reipublicae periclitari potest. Nonnunquam et illud Augustini auscultandum est : *Perturbationes malorum qui comprimere non potuerit, veritate defensa, cesserit unitate servata* (Lib. quaest. super Matth., q. 11) ⁸²⁾. Unitas Ecclesiae, hoc est, pax et salus Reipublicae, totius gubernationis suprema lex, propter quam servandam si pestes ejus tollere non permittimur, *non tamen ideo Ecclesiam negligimus, sed toleramus quod nolumus, ut perveniamus quo volumus, utentes cautela praecepti Dominici ne, cum volumus ante tempus colligere zizania, simul eradicemus et triticum* (Aug. lib. ad donatist. Coll., c. 20) ⁸³⁾.

3^a Quaestio : Qua ratione cum eis conveniendum ?

Quod vero tertium quaeritur, utrum nuda utrimque convenientia rem istam peragi, an stipulatione firmari expediat : contractum

⁸⁰⁾ Matth. XIII, 29.

⁸¹⁾ Edition de Paris, 1614, t. VII, p. 126 B.

⁸²⁾ Ibid., t. IV, p. 157 B.

⁸³⁾ Ad Donatistas post Collationem liber unus, ch. 20, *ibid.*, t. VII, p. 239 A.

intervenire fateor malim. Perexiguam enim Religioni et pastoribus sola utrimque tolerantia afferret securitatem, ubi contractu intercedente et fides erit certior et perfidia evidentior. Nec aliud inde timendum videtur, nisi quod rebus mutatis, ut Sylvaducis recuperata, promissis suis Princeps non ita facile liberari potest ; sed parvi momenti ista videtur trepidatio : per se enim isto casu ut contractus, ita et fides ejus evanescit. Nec enim alio sensu aut scopo utrimque coalescet, nisi qua de jurisdictione territorii Sylvaeducensis quaestio vertitur : quae tunc ipsa civitatis istius recuperatione definita fuerit ⁸⁴). [f. 7, v^o] Utrum vero isti conventioni de Religione etiam temporalium controversiarum tractatum intervenire satius fuerit, equidem non video quid ita fieri vetet, si necessitas etiam de temporalibus difficultatibus transigendum suadeat. Honestius enim forsitan isto quoque obtentu conventus deputatorum condici posset, et in eo salubriter oppressio subditorum averti qua nova genera tributorum in singulos machinantur dies. Malim tamen eventum tractatus de Religione nullo pacto ab altera de temporalibus conventionione suspendi, sed statim in ingressu sive per modum provisionis, sive potius absoluta transactione concludi. Facilius enim fortassis controversiae de Religione quam de temporalibus sopientur. Quae omnia ita dixerim ut ea non solum Suae Celsitudinis, sed omnium prudentium judicio libenter submittam.

Actum 6 februarij 1638

Corn. Episcopus Iprensis

Copie, Bruxelles, Arch. Gén. Roy., Secrét. Etat Guerre 304.

PRIÈRE DEVANT LA SAINTE COMMUNION

Domine, non sum dignus. Seigneur, je ne suis pas digne que vous entriez en moy, car la maison de mon âme est bien étroite et bien petite pour un si grand hoste que vous, mon Seigneur et mon Dieu, mais dites une parole et vous me rendrez capable de vous recevoir. Je ne suis pas digne que vous entriez en moy, parce que la maison de mon âme tombe en ruine, mais afin qu'elle soit digne que vous veniez, dites une parole et la réparez.

Je ne suis pas digne, Seigneur, que vous entriez en moy, parce qu'il y a dans mon âme des choses qui peuvent offenser vos yeux, je le scay et je le confesse. Mais qui peut la rendre nette que vous seul ? Dites une parole afin qu'elle soit digne que vous y veniez, et par vostre entrée, elle sera sanctifiée. Jansénius.

On lit au verso : « Cecy vient de Port-Royal des Champs et

⁸⁴) Les prétentions des Etats sur la Mairie n'avaient en effet d'autre base juridique que la possession de la ville de Bois-le-Duc.

est de la main d'une religieuse » (Bibl. Nat., *ms. français* 13.891, f. 29).

Ce manuscrit est un recueil fait en 1743 par M. de Bullion, maréchal de camp et prévôt de Paris, de plusieurs pièces imprimées et manuscrites venant de P. R. des Champs. Ce sont surtout des prières et des méditations copiées par les religieuses de Port-Royal. Bullion dit (p. 2) que « tout ce qui est dans ce petit livre lui vient de l'abbé de Fleury, chanoine de Notre-Dame, et neveu de M. le Procureur Général, à qui M. d'Argenson, lieutenant de police, lors de la destruction de Port-Royal des Champs, avait remis deux ou trois grands coffres de papiers venant de ce saint monastère. M. de Fleury en a donné beaucoup... ».

Paris.

J. ORCIBAL.